

Demande d'enregistrement pour le bassin de Radoub - Fort-de-France (972)

PJ n°5 – Capacité techniques et financières

CONSULTING

SUEZ CONSULTING
1 Zone Artisanale de Manhity Immeuble
Grémeau
97232 LE LAMENTIN

Direction France Sud Outre-Mer
Agence Régionale Antilles-Guyane

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safege.com

Version : 1

Date : Octobre 2021

Nom Prénom : SZ

Visa : TA

1Présentation du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM)	
.....	2	
1.1	Statut juridique	2
1.2	Limites administratives	3
1.3	Missions	5
2Capacités techniques	6
2.1	Gouvernance	6
2.2	Organisation interne	6
2.3	Stratégie environnementale du Grand Port	8
4Capacités financières	9
4.1	Généralités	9
4.1.1	Réserve de trésorerie	9
4.1.2	Evolution du chiffre d'affaires	9
4.2.1	Investissements envisagés par le Grand Port.....	10
4.3	Valeur ajouté financière du Grand Port	11
5Garanties financières	12

1 PRESENTATION DU GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE (GPMLM)

Raison sociale : Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM)

Forme juridique : EPIC

Capital :

Numéro SIRET : 78943366100012

Code APE :

Adresse du siège social : Quai de l'hydrobase / 97200 Fort-de-France

Représentant : *Jean-Remy VILLAGEOIS*
Président

1.1 Statut juridique

Le Grand Port Maritime De La Martinique est un Etablissement Public National créé par le décret 2012-1104 du 1er octobre 2012, il a été institué en application des dispositions de la loi du 22 février 2012 portant réforme portuaire en outre-mer.

Il s'est substitué à la concession portuaire gérée par la C.C.I (Chambre de commerce et d'industrie) de la Martinique et aux services portuaires de l'État (mission portuaire DEAL).

1.2 Limites administratives

Les limites administratives du GPMLM ont été établies à sa création comme celles du site de Fort-de-France (Figure 1), où se concentre l'essentiel de l'activité industrialo portuaire de la Martinique.



Figure 1 : Plan général du site de Fort-de-France (Source : Projet stratégique du GPMLM)

Les infrastructures du GPMLM sur le site de Fort-de-France (Figure 1) lui permettent de concentrer les activités de :

- Trafic de marchandises (terminal conteneurs de la pointe des Grives mis en service en 2003, vrac à l'hydrobase et sur la pointe des carrières) ;
- Trafic de passagers (croisiéristes à la Pointe Simon et au quai des Tourelles, trafic inter îles à la gare maritime au quai ouest, mise en service en 2010)
- Réparation navale (bassin de radoub et baie des tourelles), notamment des navires militaires basés au Fort-Saint-Louis ;
- Vrac énergétique (appontement privé de la raffinerie SARA, située sur le domaine portuaire, appontement pétro-minéralier au sud de la pointe des carrières), vrac céréalier (sur un appontement spécifique).

L'arrêté préfectoral du 24 juin 2014 délimite la circonscription portuaire du GPMLM¹. La partie maritime de la circonscription portuaire a été modifiée par l'arrêté préfectoral n°R02-2018-09-19-003 du 19 septembre 2018. Elle englobe sept sites :

- Le site du Prêcheur (transport d'agrégats)
- Le site de Saint-Pierre '(infrastructures privées permettant le transport par barge de produits carriers et d'une liaison maritime à destination des îles de la Guadeloupe et de la Dominique)
- Le site de Bellefontaine (appontement permettant d'alimenter en fuel lourd la principale centrale de production d'énergie électrique d'EDF).
- Le site principal de Fort-de-France (les activités tournent autour du trafic de marchandises, du trafic de passagers mais également autour de la réparation navale, de l'export de produits énergétiques et denrées alimentaires)
- Le site du Robert (appontement exploité par des entreprises implantées sur la zone d'activité, transportant de la ferraille en vrac, des produits carriers, des marchandises) ;
- Le site des Anses d'Arlet et le site du Marin (points de départ de croisières en voilier et comme zones de mouillage organisé fréquentées par les plaisanciers)

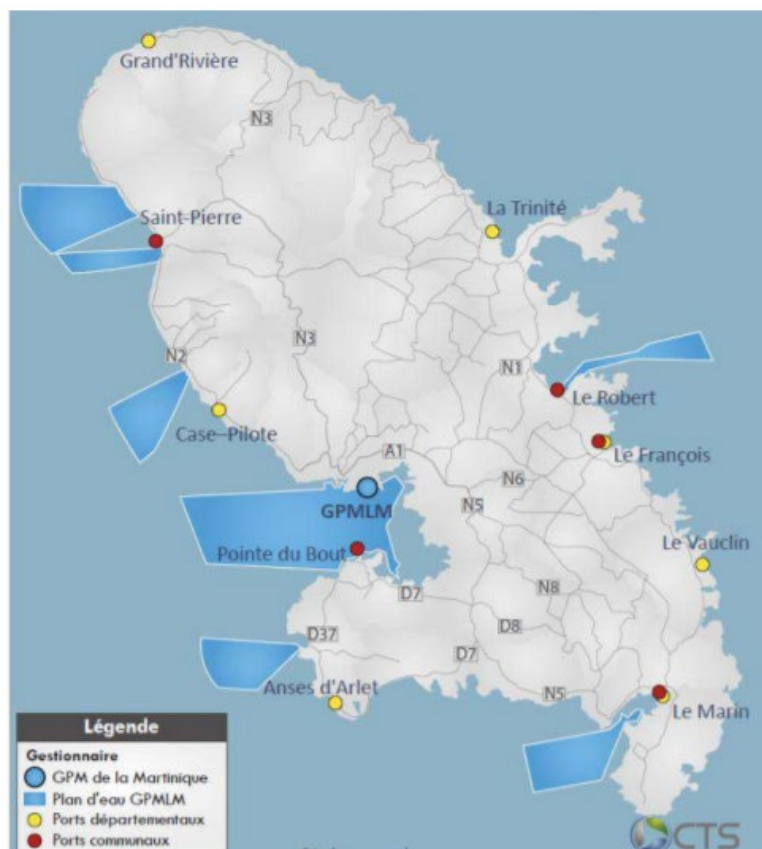


Figure 2 : Circonscription du Grand Port Maritime de la Martinique
(Source : Projet Stratégique 2020-2024 du Grand Port Maritime de la Martinique)

¹ Sont exclus de la circonscription, car de compétence des collectivités territoriales, les ports de plaisance et les ports de pêche

1.3 Missions

En vertu de l'article L5312-2 du code des transports, dans les limites de sa circonscription, le grand port maritime assure :

- La réalisation, l'exploitation et l'entretien des accès maritimes ;
- La police, la sûreté et la sécurité au sens du livre III du Code des ports maritimes ;
- La gestion de son domaine ;
- La gestion et la préservation des espaces naturels dont il est propriétaire ou gestionnaire ;
- La construction et l'entretien des infrastructures portuaires ;
- L'aménagement et la gestion des zones industrielles ou logistiques liées à l'activité portuaire
- Les actions concourant à la promotion générale du port ;
- L'exploitation d'outillages publics.

Avec 350 emplois (directs et indirects) estimés, liés à l'activité portuaire et une valeur ajoutée totale de **47 M€**, le Grand Port Maritime de la Martinique détient un rôle moteur dans l'économie locale. "Le taux de rentabilité socioéconomique s'élève à 17%, soit près de 7 fois la norme requise pour des équipements collectifs". Véritable poumon économique, il concentre **98% des marchandises**, **50% des visiteurs de l'île** et exerce un fort effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie insulaire à travers ses projets.

Au travers de son projet stratégique 2020-2024, le Grand Port souhaite participer activement au développement économique, social et environnemental de la Martinique.

Sur la période 2020-2024, le Grand Port prévoit de développer les axes stratégiques suivants :

- Accompagner la performance de la conteneurisation au service de l'économie martiniquaise.
- Développer la croisière qui représente un marché portuaire conséquent et une ressource pour le territoire en préservant sa bonne intégration urbaine et environnementale.
- Mettre en œuvre des dynamiques innovantes pour les vracs avec les besoins propres au BTP, à l'agroalimentaire et l'agriculture.
- Au-delà des besoins pétroliers de l'île et des autres territoires français d'Amérique, développer des solutions de soutage dans le cadre des nouvelles réglementations maritimes internationales.
- Accompagner et stimuler les trafics inter-îles au départ de la gare maritime de Fort de France.
- Créer un hub de réparation navale de dimension interrégionale, couvrant l'ensemble des besoins : commerce, plaisance et grande plaisance.

En particulier, le Grand Port prévoit :

- Le développement du trafic marchandises ;
- Le développement du trafic passagers ;
- Le développement des activités de réparations navales.

L'aménagement du bassin de RADOUB dont le Grand Port a obtenu la concession en 2013 s'inscrit dans le cadre de cette orientation.

2 CAPACITES TECHNIQUES

2.1 Gouvernance

Le Directoire est composé de trois personnes, dont son Président nommé par décret du président de la République. Il assure la direction et la gestion de l'établissement et il arrête les comptes annuels. Les décisions de cet organe sont collégiales, toutefois seul son président qui porte le titre de Directeur Général dispose de la qualité d'ordonnateur, du pouvoir de recruter et de gérer le personnel.

Le conseil de surveillance est composé de dix-sept membres dont 4 représentants de l'Etat, 4 des collectivités territoriales, 3 du personnel de l'établissement, ainsi que 6 personnalités qualifiées. Il arrête les orientations stratégiques de l'établissement et vote les comptes et l'affectation du résultat.

Le comité d'audit assiste le Conseil de Surveillance dans sa fonction de garant de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité des informations fournies à l'État. Il a la charge de la supervision du contrôle légal des comptes annuels, des risques d'engagement hors bilan significatifs, l'examen et le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Le conseil de développement est consulté sur le projet stratégique et la politique tarifaire et sur toutes les questions que pourraient lui soumettre le conseil de surveillance ou le directoire. Il se compose de vingt membres issus de quatre « collèges » représentant : la place portuaire, le personnel, des entreprises exerçant une activité sur le port, les collectivités territoriales, ainsi que des personnalités qualifiées intéressées au développement du port.

2.2 Organisation interne

Sous la direction directe du Président du Directoire ; on retrouve :

- Commandant de Port
- Directeur de l'Ingénierie et de l'Industrie et de l'Environnement
- Directeur de l'exploitation
- Secrétaire général
- Directeur financier et argent comptable
- Chef de service développement du Domaine Economie Portuaire
- Chafée de Mission de Contrôle interne et Communication
- Chef de Service Développement Durable et Innovation.

En 2021, le Grand Port Maritime dispose d'une équipe de 114 personnes pour mener à bien ses missions.

L'organigramme est donné en page suivante.

Le projet d'aménagement de bassin de Radoub est porté par l'unité ingénierie de l'Industrie et de l'environnement.

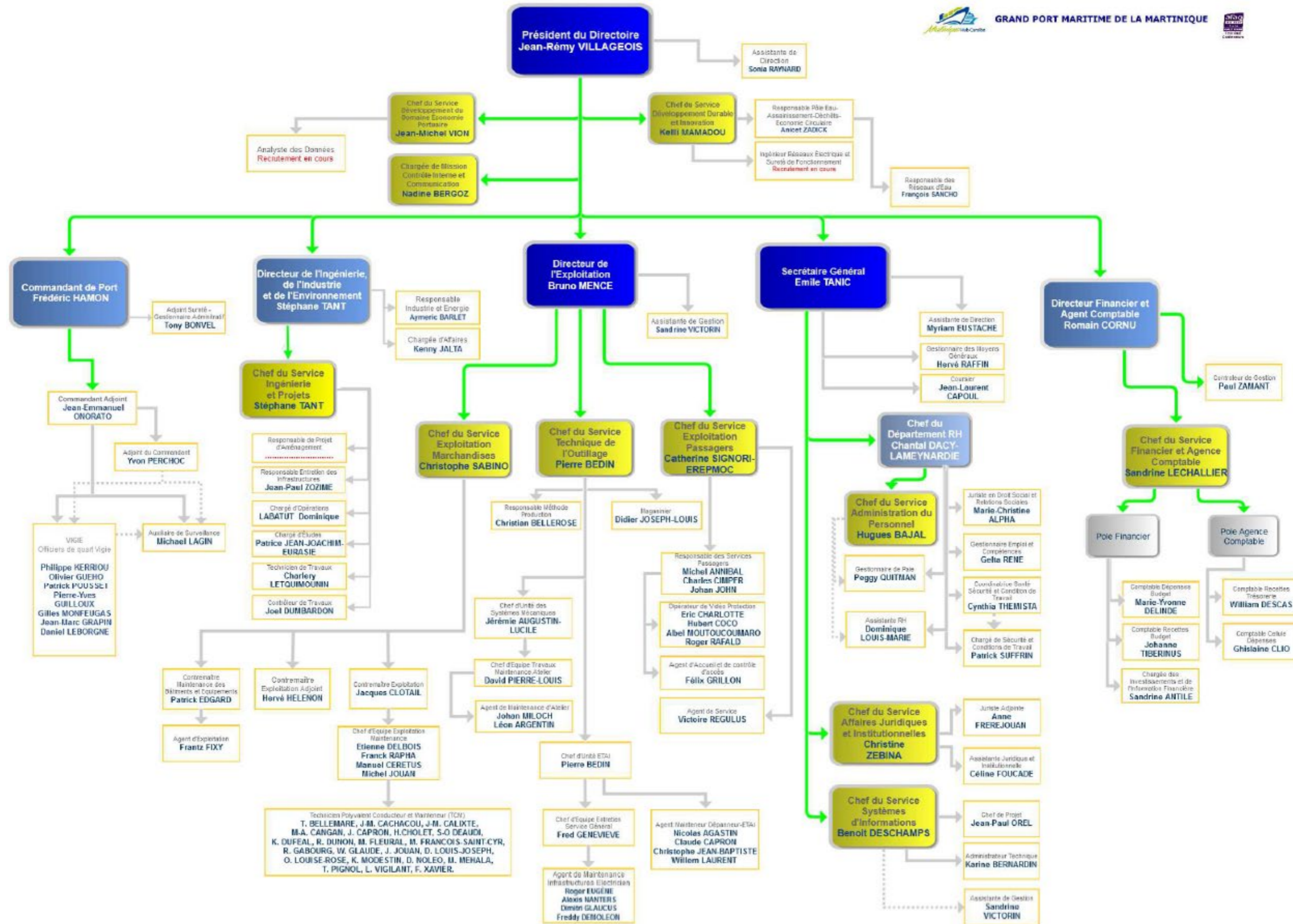


Figure 3 : Organigramme GPMLM (version 2021)

2.3 Stratégie environnementale du Grand Port

Le GPMLM déploie depuis sa création une politique environnementale axée sur l'intégration de l'ensemble des enjeux environnementaux au sein de ses projets d'aménagement, dont la restauration ou la reconversion (artificialisation limitée, évitement des dragages, non-recours aux clapages en mer, réduction des rejets, mise en conformité de l'assainissement, élimination des épaves), et au sein de la gestion des activités (gestion des pollutions accidentelles et des déchets, gestion de l'énergie, restriction des zones de mouillage).

En se positionnant en tant que Port Vert, le GPMLM dispose d'une ambition très importante en matière d'environnement avec une cinquantaine de mesures à vocation strictement environnementale.

Cette stratégie prend en considération la multiplicité des impacts des activités portuaires et repose ainsi sur 3 ensembles de leviers :

- Les leviers permettant de s'adapter au changement climatique,
- Les leviers permettant d'opérer la transition énergétique,
- Les leviers permettant de protéger la biodiversité.

En outre, le GPMLM veut s'engager dans une approche d'économie circulaire axée sur le recyclage des déchets dans l'enceinte portuaire et l'opportunité de devenir positif en énergie.



Figure 4 : Stratégie Green Port 2030 du GPMLM (Source : Projet Stratégique 2020-2024 du Grand Port Maritime de la Martinique)

4 CAPACITES FINANCIERES

L'activité économique du Grand Port se reflète dans son chiffre d'affaires, ainsi que dans son résultat d'exploitation.

4.1 Généralités

4.1.1 Réserve de trésorerie

La trésorerie atteint **32 589K€** au 31 12 2020, en 1 an est de 1993K€, contre 714K€ en 2019 et 3.4M€ en 2018.

4.1.2 Evolution du chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires** a progressé fortement et régulièrement depuis 5 ans à travers 3 leviers : la modulation tarifaire qui a permis de contenir la baisse du pétrole, l'augmentation du trafic sur des produits bien valorisés comme l'import de véhicules, et enfin l'arrivée de nouveaux trafics avec la biomasse. Le chiffre d'affaire du GPMLM a ainsi progressé de plus de 30% sur la période 2014-2018.

De 2019 à 2020, le chiffre d'affaires a chuté de **9 %** lié principalement à la crise sanitaire et à la baisse de tonnage, en effet écart s'explique par le faible rendement financier du pétrole brut, qui est responsable de la majeure partie de la baisse du tonnage.

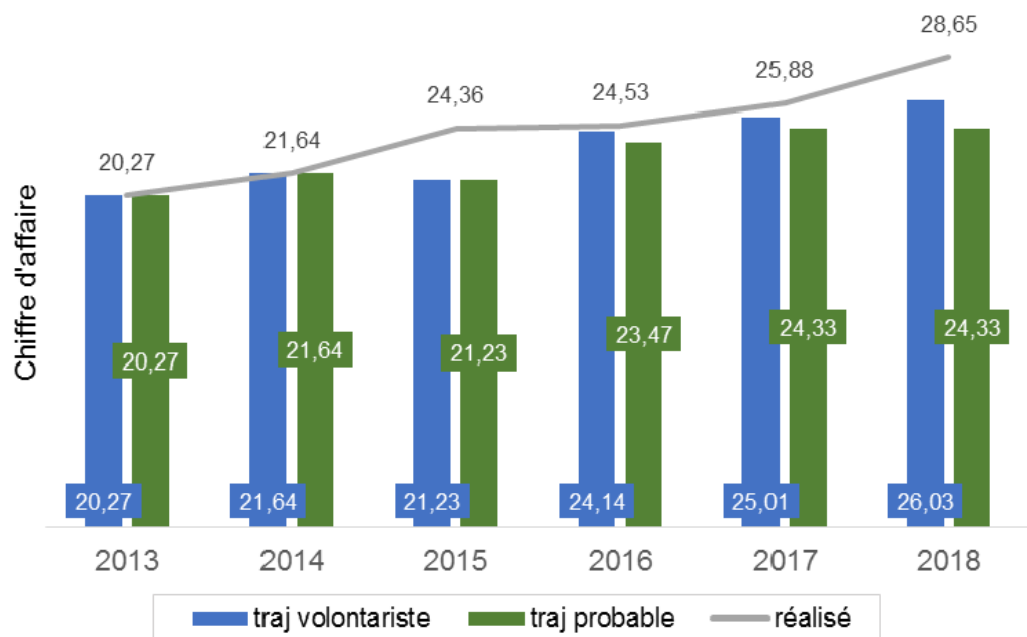


Figure 5 : Comparaison entre CA réalisé et CA prévu par le projet stratégique 2014-2018
 (Source : Projet Stratégique 2020-2024 du Grand Port Maritime de la Martinique)

4.2.1 Investissements envisagés par le Grand Port

Dans son projet stratégique 2020-2024 le GPMLM a présenté son plan d'investissement ambitieux de 122M€ dont ~104 M€ pour les infrastructures et ~18 M€ pour l'outillage (achat d'un 4ème portique et modernisation des portiques existants) :

Les investissements sur les infrastructures portent pour moitié sur l'extension du terminal de la pointe des Grives (50M€), mais aussi sur l'aménagement de parcelles à vocation logistique, la transition énergétique, la croisière ou **encore la réparation navale**.

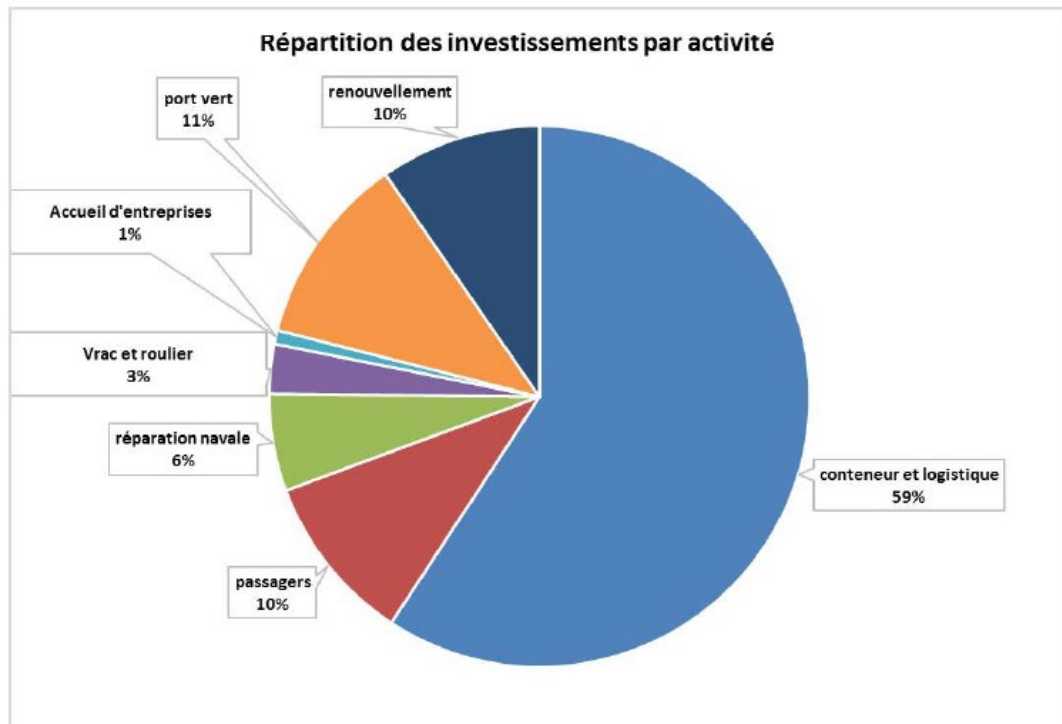


Figure 6 : Répartition des investissements par activité
(Source : Projet Stratégique 2020-2024 du Grand Port Maritime de la Martinique)

4.3 Valeur ajoutée financière du Grand Port

Le port a notamment réalisé une évaluation indépendante permettant d'apprécier, non seulement sa propre valeur ajoutée, qualifiée de « directe », mais aussi celle qu'il génère dans toute l'économie martiniquaise au travers de trois leviers : ses investissements, ses achats courants et, enfin, les dépenses de consommation de ses employés.

La capacité du GPMLM à créer de la richesse au travers de ses activités est particulièrement élevée (23 M€ en 2018). Son **taux de valeur ajoutée ressort à près de 80%**, soit 30 points de plus que la moyenne des entreprises martiniquaises. Le Grand port génère dans le reste de l'économie une valeur ajoutée de **24 M€, soit un montant équivalent à sa propre VA** ; Le taux de rentabilité socio-économique du Port s'élève à **17%, soit près de sept fois la norme requise pour les équipements collectifs**

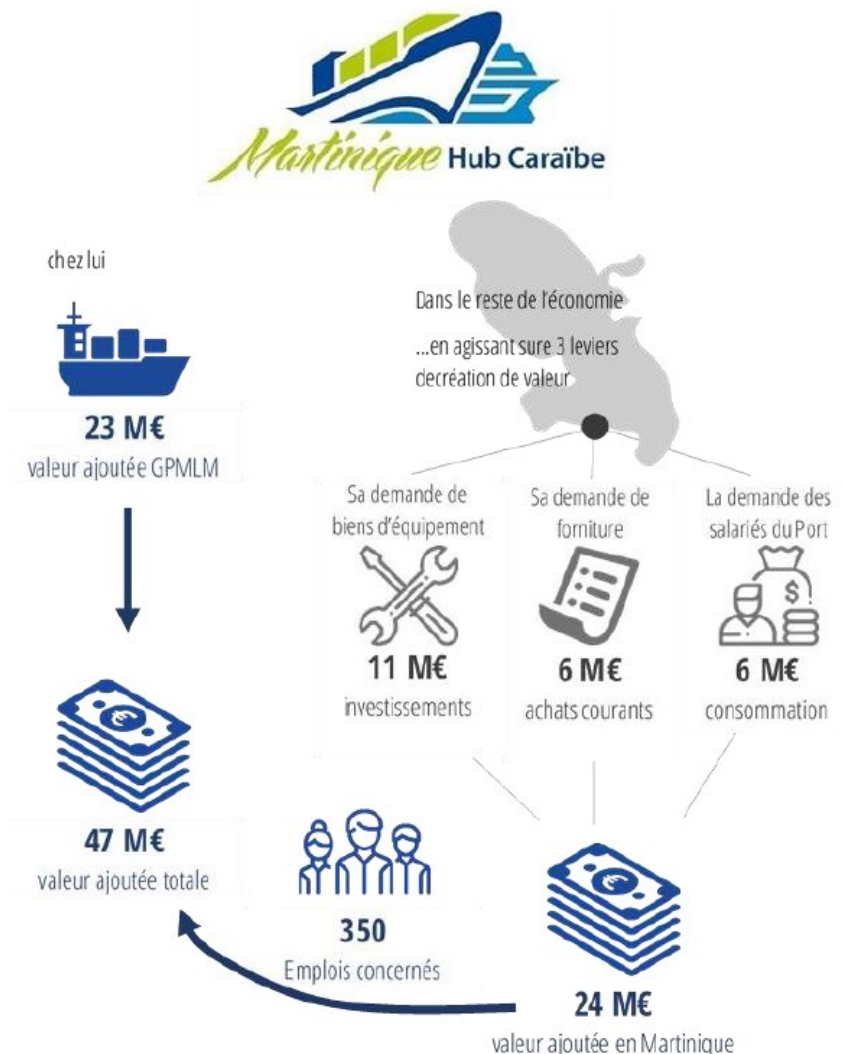


Figure 7 : Valeur ajoutée générée par le Grand Port Maritime dans l'économie- (Source : Rapport-DME-2019)

5 GARANTIES FINANCIERES

Depuis le 1^{er} juillet 2012, un dispositif de garanties financières est entré en vigueur pour certaines installations classées pour la protection de l'environnement qui, en raison de la nature et de la quantité de produits et déchets détenus, sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux.

Le dispositif s'applique aux installations soumises à autorisation et à enregistrement, dont la liste est fixée par l'arrêté du 31 mai 2012 modifié.

Au vu des rubriques ICPE visées dans le dossier d'enregistrement, le Grand Port Maritime de la Martinique n'est pas concerné par l'arrêté du 31 Mai 2012 précité.

ANNEXE 1

Rapport de gestion, compte financier et Annexe exercice 2020 comité d'audit 23 03 2021

Grand Port Maritime de la Martinique

***RAPPORT DE GESTION,
COMPTE FINANCIER ET
ANNEXE***

***EXERCICE 2020
COMITE D'AUDIT
23 03 2021***



Préambule :

Le Grand Port Maritime De La Martinique est un Etablissement Public National créé par le décret 2012-1104 du 1er octobre 2012, il a été institué en application des dispositions de la loi du 22 février 2012 portant réforme portuaire en outre-mer. Il s'est substitué à la concession portuaire gérée par la C.C.I. de la Martinique et aux services portuaires de l'État (mission portuaire DEAL).

L'objet de ce rapport est de présenter les états financiers de l'exercice 2020 et d'apporter toutes les informations utiles à l'organe délibérant pour éclairer son vote. Il est composé de 4 parties :

- ✚ Partie 1 : **Le rapport de gestion** de l'exercice qui analyse les flux de l'exercice au regard du budget voté et de l'activité portuaire.
- ✚ Partie 2 : **Le compte financier** qui comprend le compte de résultat et le bilan qui sont soumis au vote, ainsi que des tableaux transmis pour l'information de l'organe délibérant.
- ✚ Partie 3 : **L'annexe du compte financier** fournit des informations qui contribuent à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'organisme. Il indique notamment les évolutions de la législation applicable à l'établissement et des méthodes comptables utilisées. Il commente la situation des principaux comptes du bilan à la clôture de l'exercice.
- ✚ Partie 4 : **Tableaux** présentés en application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (**GBCP**).

Caractéristiques de l'exercice 2020 :

- ✚ Le tonnage total passe de 3.2Mt en 2019 à 2.7Mt en 2020(-16%), la baisse du chiffre d'affaire (CA) est plus limitée : 26 792K€ soit -9,15%.
- ✚ L'excédent brut d'exploitation (EBE) est en baisse à 7100K€ (-20%)
- ✚ Le résultat est ramené à 5 150k€ contre 9 958K€ en 2019 (-48,28%)
- ✚ La Capacité d'autofinancement pour 2020 est de 7 117K€ (- 19,4%)
- ✚ La trésorerie s'élève à 32 589K€ en fin d'exercice 2020 (+1 993K€).

Résumé :

L'exercice 2020 enregistre des résultats en retrait en raison de la crise du Covid, mais les consommations ont diminué plus fortement que la production de l'exercice, il en ressort une baisse de la valeur ajoutée limitée à 6,7%. La baisse de l'EBE est de 20%, et le résultat d'exploitation est quant à lui en forte baisse (48%) car les reprises de provisions reviennent à un niveau standard après une année 2019 exceptionnellement élevée. Le résultat net suit la même tendance en l'absence de produits financiers et de résultat exceptionnel. Les investissements repartent à la hausse pour atteindre 7066K€ dont 78% sont absorbés par le quai de l'Hydrobase et les portiques de la pointe des grives.

Sommaire

Partie 1 : RAPPORT DE GESTION	6
I. Tous les trafics sont en baisse du fait de la crise.	6
II. Les objectifs fixés par le budget rectificatif 2020 sont atteints en dépense et dépassés en recette.	8
A. Le chiffre d'affaire résiste mieux que les trafics	8
B. Les charges de fonctionnement sont un peu plus basses que les prévisions.	13
C. Compte de résultat agrégé mis en perspective du budget.....	16
III. Les investissements et leur financement.	17
A. Les investissements de l'année 2020.	17
B. Situation patrimoniale du GPM en fin d'exercice.	18
IV. Situation financière du GPMLM.....	19
A. Les Soldes intermédiaires de gestion	19
B. La capacité d'autofinancement du port	20
C. Situation patrimoniale	21
Partie 2 : COMPTE FINANCIER	23
I. Compte de résultat.....	23
A. Compte de résultat.....	23
B. Produits détaillés.....	24
C. Charges détaillées.....	25
II. Bilan.....	29
A. L'Actif	29
B. Le Passif	31
Partie 3 : ANNEXE DU COMPTE FINANCIER	33
Rappels sur la situation institutionnelle et juridique de l'établissement.....	33
A. Forme Juridique	33
B. Missions du GPM	33
C. Gouvernance	33
I. Faits caractéristiques de l'exercice.	34
A. Adoption du projet stratégique 2019-2023	34
B. Baisse du chiffre d'affaire liée à la crise sanitaire.	34
C. Faible niveau des investissements	34

D. Aucun financement externe comptabilisé.....	34
II. Principes, règles et méthodes comptables.....	35
A. Immobilisations.....	36
B. Amortissements.....	37
C. Provisions	38
D. Stocks	38
F. Rattachement des charges à l'exercice	38
G. Impôts et taxes.....	39
I. Droits de port.....	39
III. Notes relatives aux postes du bilan	41
A. Actif immobilisé	41
B. Actif circulant	44
C. Passif	46
IV. Notes relatives au compte de résultat.....	49
A. Produits.....	49
c. Produits calculés	51
B. Charges.....	52
V. Autres informations.....	56
A. Evènements postérieurs à la clôture.	56
B. Engagements hors bilan.	56
C. Effectifs.....	56
D. Contrats à long terme	57
E. Contrats concourant à la réalisation d'un Service public.....	57
F. Quotas d'émission de gaz.....	57
Partie 4 : TABLEAUX DU DECRET GBCP.	65
Tableau 1.1 : Présentation des emplois (pour vote) données 2019.....	65
Tableau 1.2 Tableau détaillé des emplois (pour information)	65
Tableaux 2 (pour vote):	66
Compte de résultat prévisionnel.....	66
Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF).....	66
Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés	66
Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie	66
Tableau 3.1 : Tableau des charges et des immobilisations décaissables par destination (pour information)	67

Tableau 4 : Opérations pour compte de tiers (pour information)	67
Tableau 5 : Plan de trésorerie (pour information).	68
Tableau 6 : Opérations pluriannuelles – exécution (pour information).....	69
CONCLUSION	69
CERTIFICATIONS	70

Partie 1 : RAPPORT DE GESTION

I. Tous les trafics sont en baisse du fait de la crise.



GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE

TRAFIC COMMERCIAL 2020 - BILAN ANNUEL & EVOLUTION

BILAN PROVISoire	BILAN 2020			BILAN 2019			EVOL* relative	EVOL* brute
	Entrées	Sorties	Total	Entrées	Sorties	Total		
Liquides en vrac (T)	722 541	154 662	877 203	911 969	199 090	1 111 059	-21%	-233 856
Pétrole brut	284 955	0	284 955	452 914	0	452 914	-37%	-167 959
Produits pétroliers raffinés	274 966	154 662	429 628	309 557	199 090	508 647	-16%	-79 019
Import EDF Bellefontaine	162 620	0	162 620	149 498	0	149 498	8,8%	13 122
Solides en vrac (T)	335 845	662	336 507	377 703	7 279	384 982	-13%	-48 475
Céréales	46 890	662	47 552	51 119	0	51 119	-7%	-3 567
Engrais	17 526	0	17 526	16 524	0	16 524	6%	1 002
Clinker	104 388	0	104 388	144 600	0	144 600	-28%	-40 212
Biomasse	155 597	0	155 597	153 948	0	153 948	1%	1 649
Autres solides en vracs	11 444	0	11 444	11 512	7 279	18 791	-39%	-7 347
Total Vrac	1 058 386	155 324	1 213 710	1 289 672	206 369	1 496 041	-19%	-282 331
Marchandises diverses	895 519	590 068	1 485 587	997 638	720 496	1 718 134	-14%	-232 546
Marchandises en conteneurs	644 693	344 501	989 194	721 426	449 921	1 171 347	-16%	-182 154
Tares des conteneurs	168 562	164 897	333 459	181 731	179 411	361 142	-8%	-27 683
Véhicules automobiles	22 291	130	22 421	27 687	66	27 753	-19%	-5 332
Ro-Ro (yc cont. roulés)	35 845	52 424	88 269	39 504	58 583	98 087	-10%	-9 818
Tares Ro-Ro et ferry	24 129	28 117	52 245	27 290	32 515	59 805	-13%	-7 560
Total marchandises (T)	1 953 905	745 392	2 699 297	2 287 310	926 865	3 214 175	-16%	-514 877
Nombre de conteneurs EVP	82 781	81 714	164 495	89 469	88 808	178 277	-8%	-13 782
Vides	12 720	48 311	61 031	12 329	46 510	58 839	4%	2 192
Pleins	70 061	33 403	103 464	77 140	42 298	119 438	-13%	-15 974
DONT Banane	0	13 540	13 540	0	15 253	15 253	-11%	-1 713
DONT Transbordement	7 891	7 632	15 523	14 653	14 956	29 609	-48%	-14 086
DONT Ro-ro Hydrobase	832	1 630	2 462	1 311	1 899	3 210	-23%	-748
Nombre de passagers (mvts)	229 892	223 784	453 676	419 412	418 681	838 093	-46%	-384 417
Dont CROISIERE	205 433	200 657	406 090	336 152	335 780	671 932	-39,56%	-265 842
Passagers croisière - en transit *	164 667	164 667	329 334	276 700	276 701	553 401	-40,49%	-224 067
Passagers croisière - emb./ déb.	40 766	35 990	76 756	59 452	59 079	118 531	-35%	-41 775
Passagers Inter-îles	24 459	23 127	47 586	83 260	82 901	166 161	-71%	-118 575
Nombre d'escales			1 120			1 897	-41%	-777
Marchandises			712			693	3%	19
Croisière			100			169	-41%	-69
Inter-îles de passagers			173			712	-76%	-539
Autres			135			323	-58%	-188

* passagers croisière en transit (excursionnistes) comptés 2 fois (au débarquement et à l'embarquement), conformément au référentiel technique annexé à l'arrêté ministériel du 24 octobre 2012 et relatif à l'élaboration et à la transmission des statistiques portuaires

SDDEP / JMV / janv. 2021

L'année 2020 a révélé la résilience du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM) face à la crise mondiale de la COVID-19. L'activité portuaire s'est maintenue sans interruption et dès le deuxième semestre, le port a accéléré certains investissements et amorcé avec détermination ses projets phares. Toutefois, à l'instar des autres GPM, le GPM Martinique enregistre une baisse globale de ses trafics en 2020, fortement impactés par la crise de la COVID-19.

Les secteurs passagers et hydrocarbures ont été les plus touchés, les vracs solides ont pour leur part été soutenus par l'import de biomasse et les engrais, le trafic conteneur et singulièrement le trafic domestique de conteneurs pleins montre une résistance à la pandémie. Le **tonnage total** annuel de marchandises en recul de 16% s'établit à 2,7 Mt en 2020.

Le port de la Martinique tient sa position de soutien à l'économie de l'île, poursuit ses travaux, notamment dans le secteur du BTP, et propose des aides pour accompagner les entreprises clientes.

La baisse des **marchandises diverses** (marchandises en conteneurs ou véhicules roulants) s'explique principalement par la chute du transbordement (-48%) ce qui confirme la volatilité de ce trafic.

La crise sanitaire a entraîné une régression notable du **trafic roulier** (-12%), en revanche, elle n'a pas influencé le **trafic domestique** de conteneurs pleins.

L'import de biomasse (+1%) et les engrais (+6%) ont amorti la chute du secteur des vracs solides. Ils sont essentiellement affectés par le confinement du second semestre qui a impacté le BTP et donc le clinker (-28%, -40.000 t) ; ainsi que les céréales (-7%) qui après avoir bien résisté, ont souffert d'une absence d'approvisionnement sur le dernier mois.

S'agissant des **hydrocarbures**, ils sont en fort recul (-21%) mais contre toute attente, l'import de fuel lourd à l'appontement de Bellefontaine a progressé de près de 9% (13.000 t) alors que la centrale biomasse et le champ d'éoliennes de grande puissance ont connu une année de fonctionnement difficile. Le premier confinement a gelé la consommation de carburants (peu de circulation routière et aérienne), puis l'arrêt technique quinquennal de la raffinerie au dernier trimestre de l'année a accéléré la chute des volumes qui se limitent à 693 000t contre 1,3 à 1,5 Mt en année normale, avec deux tankers de moins que les prévisions.

Sans surprise, le trafic de **passagers** s'est effondré : -71% pour l'inter-îles et -40% pour la croisière. L'inter-îles a repris timidement depuis juin, mais reste pénalisé par l'absence de liaison vers Sainte-Lucie et la Dominique. La croisière est à l'arrêt total depuis la mi-mars.

Dès le début de la crise sanitaire, la place portuaire s'est retrouvée en première ligne. Les **Plans de continuité d'Activité** qui ont prioritairement mobilisés les salariés se sont révélés robustes et ont permis au port de fonctionner sans interruption.

Afin de faciliter la relance des activités économiques portuaires, le maintien voire l'accélération des **investissements** a été arbitrée. Quatre grosses opérations non prévues initialement au budget de 2020 ont été engagées pour soutenir le secteur du BTP sur trois de nos sites : Pointe des Grives, Bassin de Radoub, Hydrobase. La réflexion sur les grands projets du plan stratégique 2020-2024 est parachevée et des actions phares sont d'ores et déjà enclenchées pour répondre à trois enjeux majeurs : la transition énergétique, l'adaptation des capacités portuaires pour l'accueil de navires de très grande taille et l'intégration du port dans la ville.

II. Les objectifs fixés par le budget rectificatif 2020 sont atteints en dépense et dépassés en recette.

A. Le chiffre d'affaire résiste mieux que les trafics

a. Exécution budgétaire

Le budget rectificatif voté en septembre a donné lieu à des prévisions de recettes très prudentes dans le contexte d'une crise mondiale d'une nature et d'une ampleur inédite, et d'un climat anxieux entre les deux confinements nationaux. Le chiffre d'affaire (CA) attendu a ainsi été ramené de 27,7 à 24.6M€, et le CA réalisé se situe finalement à 26 792K€, soit 1M€ sous les prévisions du budget initial, et 9% au-dessus du budget rectificatif. Cet écart était de 16% en 2018 et 2019.

L'écart positif entre budget et réalisé résulte principalement des **droits de port** (+1 238K€): Une centaine d'escales de croisière intervenues en 2019 ont fait l'objet de déclarations d'escales tardives en 2020, ce qui a eu une incidence forte sur les DP passager et les DP Navire (392K€). Le reste de l'écart s'explique par la prudence qui a guidé les prévisions.

Les **recettes d'outillage** sont supérieures aux prévisions de 486K€, la chute du transbordement avait été correctement évaluée, mais le trafic domestique a bénéficié d'un rattrapage inattendu en décembre 2020.

Les **recettes domaniales** atterrissent 18% au-delà du budget. L'écart de 540K€ est comparable à celui de 2019 (527K€), une partie de cet écart (113K€) s'explique par des rattrapages de facturation qui n'avaient pas été inscrits au budget.

La chute des **recettes de service** avait été anticipée, elle s'avère plus forte encore que dans les prévisions du budget rectificatif avec un réalisé inférieur de 258K€.

Le taux de réalisation de 256% sur les **produits annexes** correspond à des déclarations tardives de CA des amodiataires auprès du GPMLM, ce qui a donné lieu à un rattrapage de la facturation correspondante.

Catégories de recettes	Budget	Exécuté	Taux d'exécution	Ecart
Droits de port	15 000 000,00	16 234 797,08	108,23%	1 234 797,08
Domanial	3 035 401,00	3 575 665,66	117,80%	540 264,66
Portiques	4 138 000,00	4 624 545,12	111,76%	486 545,12
Services eau et énergies	714 200,00	592 354,46	82,94%	- 121 845,54
Autres services	1 655 627,00	1 519 361,57	91,77%	- 136 265,43
Autres pdt annexes	95 817,00	245 559,53	256,28%	149 742,53
Total	24 639 045,00	26 792 283,42	108,74%	2 153 238,42

Réalisation des recettes par catégorie

Libellé	Budget 2020	Consommation budgétaire 2020	Taux de réalisation	Ecart
---------	-------------	------------------------------	---------------------	-------

Droits de port	15 000 000,00	16 234 797,08	108,2%	1 234 797
Droits de port navire	6 000 000	6 607 297	110,1%	607 297
Droits de port Marchandises	8 700 000	9 141 439	105,1%	441 439
Droits de port Passagers	300 000	469 793	156,6%	169 793
Droits de port stationnement	0	16 268		16 268
Recettes domaniales	3 035 401,00	3 575 665,66	117,8%	540 265
recettes domaniales plan eau	15 000	19 606	130,7%	4 606
Recettes doma Terrestre	15 401	15 949	103,6%	548
Recettes domaterrestres Hangar	340 000	362 116	106,5%	22 116
Recettes doma terrestres Tplein	2 195 000	2 637 174	120,1%	442 174
recettes doma terre Locaux	30 000	26 886	89,6%	- 3 114
Recettes doma terrestres Bureaux	269 000	359 654	133,7%	90 654
recettes doma terrestres Terrains	63 000	65 020	103,2%	2 020
Recettes doma Banales Tplein	13 000	11 923	91,7%	- 1 077
recettes doma Banales parc vehicule	95 000	77 337	81,4%	- 17 663
Portiques	4 138 000,00	4 624 545,12	111,8%	486 545
Outillage portique Fac EVP	2 200 000	2 454 232	111,6%	254 232
Outillage portique Fac horaire	2 300 000	2 517 653	109,5%	217 653
Remise panne outillage portique	0	-3 480		- 3 480
Abattement transbo outill port	-362 000	-343 860	95,0%	18 140
Services eau et énergies	714 200,00	592 354,46	82,9%	- 121 846
Service eau navire	115 200	127 191	110,4%	11 991
Service eau amodiatiaire	32 000	25 060	78,3%	- 6 940
Service électricité	567 000	440 103	77,6%	- 126 897
Autres services	1 655 627,00	1 519 361,57	91,8%	- 136 265
Service prises reefers	400 000	360 632	90,2%	- 39 368
Service tél, informatique	25 000	14 371	57,5%	- 10 629
Service gare maritime	336 000	138 926	41,3%	- 197 074
Service redevance sûreté	196 860	230 561	117,1%	33 701
Service redevance croisière	107 590	119 394	111,0%	11 804
Services parkings	30 000	35 233	117,4%	5 233
Service appontement soumis TVA	50 000	8 011	16,0%	- 41 989
Service appontement pétrolier exo	254 167	219 443	86,3%	- 34 724
Service produits annexes EXO	225 000	367 285	163,2%	142 285
Locations diverses croisière	30 000	25 507	85,0%	- 4 493
Autres pdt annexes	95 817,00	245 559,53	256,3%	149 743
Autres produits annexes	95 817	245 560	256,3%	149 743
Total CA	24 639 045	26 792 283	108,7%	2 153 238

Réalisation des recettes par compte d'imputation comptable

b. Répartition des droits de port (DP) par activité et comparaison avec les trafics.

Le DP **pétrolier** baisse de 15% (2,839 M€ contre 3,331 en 2019), pour une baisse de tonnage de 21%

Le DP des **vracs solides** et du **ro ro** baisse de 14%, soit un niveau comparable à la baisse des escales et du tonnage (13%)

Le DP des **véhicules** importés subit la baisse la plus importante en exacte corrélation avec le tonnage (19%)

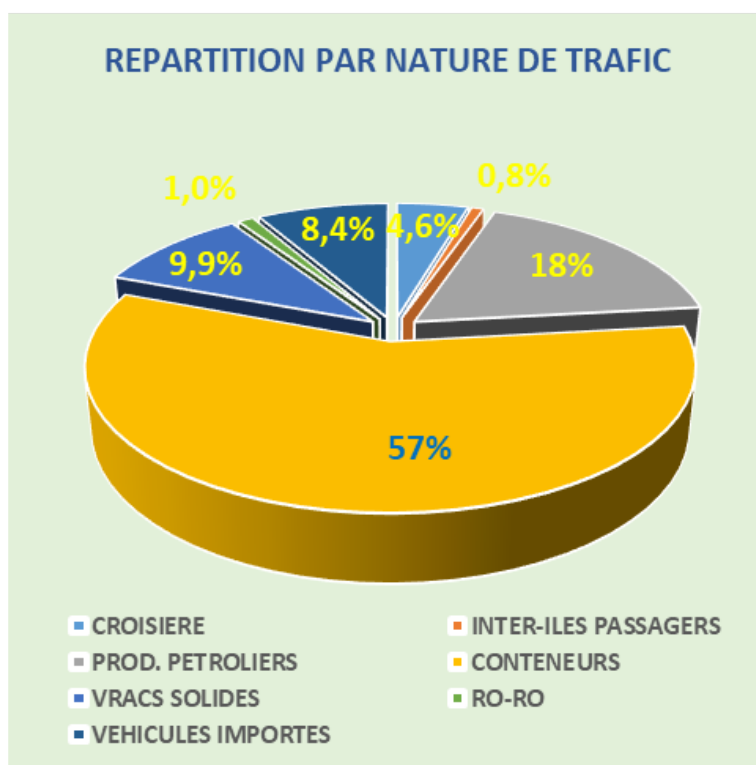
Le DP **conteneur** ne baisse que très peu (1,1%), ce résultat est dé-corrélé de la baisse des tonnages (16%), et des EVP pleins (13 %). En effet la stabilité du trafic domestique amortit la chute du DPM (3%), qui ne résulte que de la baisse du transbordement et de la banane.

L'augmentation des escales (+11%) n'entraîne qu'une légère augmentation du DP Navire (+2,7%) car elle est écrêtée par les abattements octroyés aux lignes principales NEFWI et Medcaribe, mais permet un bon résultat global du DP conteneur, dont la part dans le DP total passe de 53 à 57%

Le DP généré par la **croisière** stoppée mi-mars chute de 38%, en corrélation avec la chute des escales (41%) et des passagers (3 9%). Toutefois on constate un décalage entre les dates de dépôt des déclarations de navires et les dates effectives des escales, ce qui entraîne des délais supplémentaires d'encaissement des DP. Ainsi le total des DP croisière déclarés en 2020 est de 1,123 M€, alors que le DP déclaré des escales 2020 est 0,73 M€ ; la différence de 392 k € correspond aux escales 2019 de la saison 2019 2020, déclaré seulement en 2020, ce qui a eu pour effet d'annuler la baisse attendue de recette 2020 de cette activité

L'activité de **passagers inter iles** est celle qui subit le plus fort recul relatif avec une chute de 70% du DP total, en raison de la baisse de 76% des escales et de 71% des passagers. Le DP total fait une chute drastique de 402 à 122K€.

La recette globale de DP calculée est de 15 826K€, légèrement inférieure (200 k€) à la recette correspondante versée par la Douane de 16 028K€. Cela est notamment dû aux 392 k€ de DP croisière en excédent, relatifs à 2019.



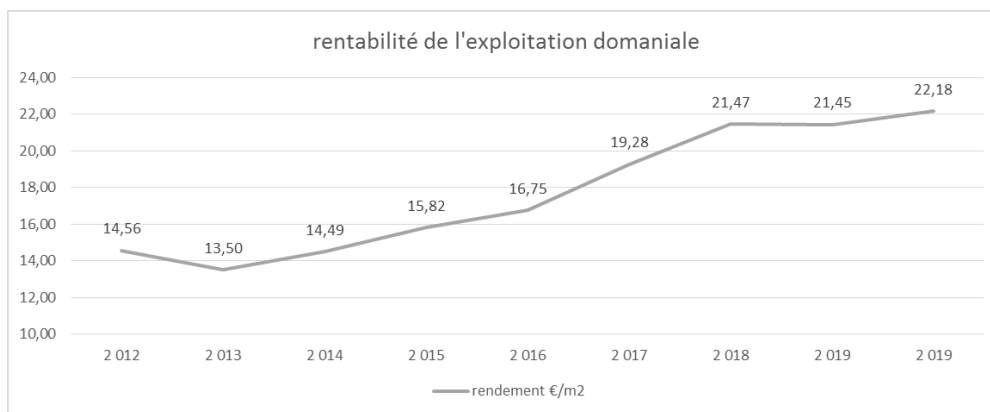
Répartition des droits de port par nature de trafic

c. Recettes d'outillage, domaniales et de services

Les **recettes d'outillage** suivent l'orientation des trafics, mais leur baisse (-6%) est plus limitée que celle du nombre d'EVP (-8%, soit 13 800EVP). En effet la chute du trafic de transbordement, il est divisé par 2, explique à elle-seule la baisse du nombre d'EVP (14 000EVP). Ainsi la ristourne accordée pour ce trafic passe de 617K€ en 2019 à 344K€ en 2020. Le trafic domestique de conteneurs pleins, qui est un indicateur de la demande intérieure martiniquaise, reste stable.

Les **recettes domaniales** résistent très bien avec une progressions globale de 3.26% pour atteindre 3 576K€ (+113K€), et ce malgré la forte baisse des locations de courte durée (dites « banales ») qui chutent de 41% (-61K€), et les remises accordées suite au Covid aux amodiataires les plus touchés par la crise (-64K€). Cette progression s'explique en partie par des rattrapages de facturations suite à des AOT renouvelées tardivement (113K€), mais aussi par des nouveaux contrats et l'évolution des tarifs.

La rentabilité brute des 160 000m² d'espaces loués progresse de façon continue depuis la création du port grâce à une densification des occupations, voir graphique ci-dessous. En valeur, les recettes domaniales sont appelées à progresser substantiellement quand les terrains les plus récemment acquis seront mis en exploitation : une parcelle CCIM de la ZIP pour 14 000m² dont env. 12 000 sont constructibles et une parcelle Semaff de l'Etang z'abricot pour 17 725m² dont env. 14 000 sont constructibles.



Les recettes de **services aux navires** sont les plus lourdement touchées par la crise du Covid19, elles sont en effet le plus souvent directement corrélées au nombre de passagers (-46%), et par ailleurs diminuées du montant des remises accordées sur les redevances de sureté et de sécurité (-100K€).

Les **services aux amodiataires** résistent mieux avec une baisse de 125K€ dont 90K€ de vente d'électricité : les espaces loués ont connu une baisse de consommation liée aux confinements, au télétravail et à la baisse d'activité. A noter également la forte baisse du service téléphonie et internet qui passe de 30K€ à 14K€ pour les mêmes raisons, ainsi que le recours à la téléphonie IP.

La **réparation navale**, historiquement classée dans les services, connaît une baisse de 95K dont 60K€ correspondent à un avoir comptabilisé en 2020 et qui concerne 2018 et 2019, mais aussi à des ajustements de surfaces louées, de facturation et de redevance sur chiffre d'affaire. Cette recette, comme l'année dernière, a été provisionnée, à la fois pour le hangar occupé sans droit ni titre, mais aussi pour la forme de radoub dont les loyers sont contestés et impayés.

Les **autres services** regroupent notamment les redevances sur chiffre d'affaire des amodiataires, cette recette est par nature variable, et les déclarations de CA sont souvent très tardives, l'évolution positive de ce compte correspond en 2020 à des rattrapages.

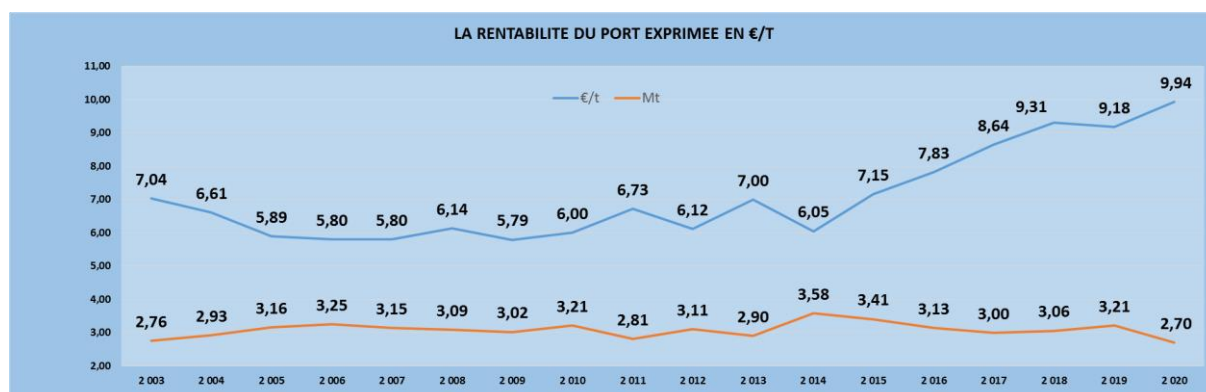
	2019	2020	variation en %	variation en €
Services aux navires	1 979 178	869 033	-56,1%	- 1 110 145
Services aux amodiataires	1 001 276	875 398	-12,6%	- 125 878
Service réparation navale	462 358	367 285	-20,6%	- 95 074
Autres services	119 815	245 560	104,9%	125 745
Total des services	3 562 628	2 357 276	-33,8%	- 1 205 352

d. Produits calculés

Leur total diminue fortement entre 2019 et 2020 : 9 597K€ (-27%). Ils recouvrent les amortissements de subvention, les reprises de provision, et les recettes constatées en reprise des financements externes de l'actif (transferts de l'Etat à titre gratuit) Le montant de ces derniers est symétrique aux dotations aux amortissements, leur montant évolue peu pour 2020: 7 970K€ en 2020 contre 7 994K€ en 2019.

Ccl° : La baisse du CA en 2020 est sévère, mais moins brutale que celle des trafics, et elle intervient après une augmentation ininterrompue depuis la création de l'établissement qui est passé de 20M€ en 2013 à 30M€ en 2019.

La rentabilité exprimée en €/t bat un nouveau record car la baisse des tonnages a été plus forte que celle du chiffre d'affaire :



B. Les charges de fonctionnement sont un peu plus basses que les prévisions.

Le total des dépenses votées (33 775K€) est proche du montant exécuté (31 789K€), le taux de réalisation est de 94%.

a. Les achats de matières premières

En 2020 les achats de matières premières sont globalement conformes aux **prévisions**, elles atterrissent 119K€ sous le budget voté. La consommation d'électricité et les fournitures dédiées au covid sont toutes deux 67K€ au-dessus des prévisions, cette surconsommation est plus que compensée par des dépenses moins importantes que prévu, et notamment pour le petit matériel et outillage, de nombreux travaux de maintenance ayant été ralentis par la crise sanitaire.

De 2019 à 2020, l'évolution à la baisse est du même niveau que la hausse constatée entre 2018 et 2019, soit 110K€. Ces charges reviennent donc à leur niveau de 2018, Le total de 1609K€ est très proche de la moyenne sur 4 exercices : 1662K€ entre 2016 et 2019.

Cette stabilité comporte toutefois des variations contraires importantes, en effet, la diminution de la variation de stock (-11K€ en 2020 contre -170K€ en 2019) vient gommer la quasi-totalité des diminutions liées à la réduction d'activité : 138K€ pour l'électricité, les carburants et dérivés. Citons enfin le poste « petit matériel et outillage », particulièrement sensible au volume des opérations de maintenance, après un bond de 51% (+107K€) en 2019, il diminue de 105K€ (-33%) en 2020.

b. Les « autres achats et charges externes ».

En 2020 ces charges se sont limitées à 5 992K€ contre 8 154K€ prévus au **budget**, soit un taux de réalisation de 73%, inférieur à 2019 (92%). Cet écart s'explique par la prolongation jusqu'en fin d'année des effets de la crise, engendrant un fonctionnement dégradé centré sur les fonctions essentielles et souvent vitales du port, au détriment des travaux de maintenance pouvant être reportés.

La baisse importante **de 2019 à 2020** (-1 227K€) s'explique principalement par une année 2019 exceptionnellement élevée avec le démantèlement du Lady Grace et les réparations du quai de l'hydrobase. En 2020 les autres achats et services extérieurs restent à un niveau élevé avec un total de 5992K€, dont 670K€ correspondent à des travaux préalablement provisionnés. De façon générale ce poste de dépense connaît des variations en dents de scie (+2 644K€ en 2019, +262K€ en 2018, -591K€ en 2017) qui s'expliquent largement par la structure relativement modeste de l'établissement.

Les baisses de dépenses en 2020 s'expliquent par :

- le coup d'arrêt du trafic de passagers (gardiennage, balayage, promotions commerciales)
- la baisse d'activité générale due à la crise (frais de voyages, missions, congrès, entretien et location de véhicules.
- la fin d'interventions d'entretien lourd (location de matériel pour les portiques, systèmes anti incendie, climatisations (-31%))

On constate à l'inverse quelques hausses notables : Les frais d'études dont 106K€ ont été consacrés à la corrosion des portiques, les honoraires (+91K€, notamment pour le projet stratégique), les travaux d'aménagement de bureaux (+147K€), la vidéosurveillance qui apparait en 2020 pour 38K€ (125K€ en année pleine).

c. Les dépenses de personnel

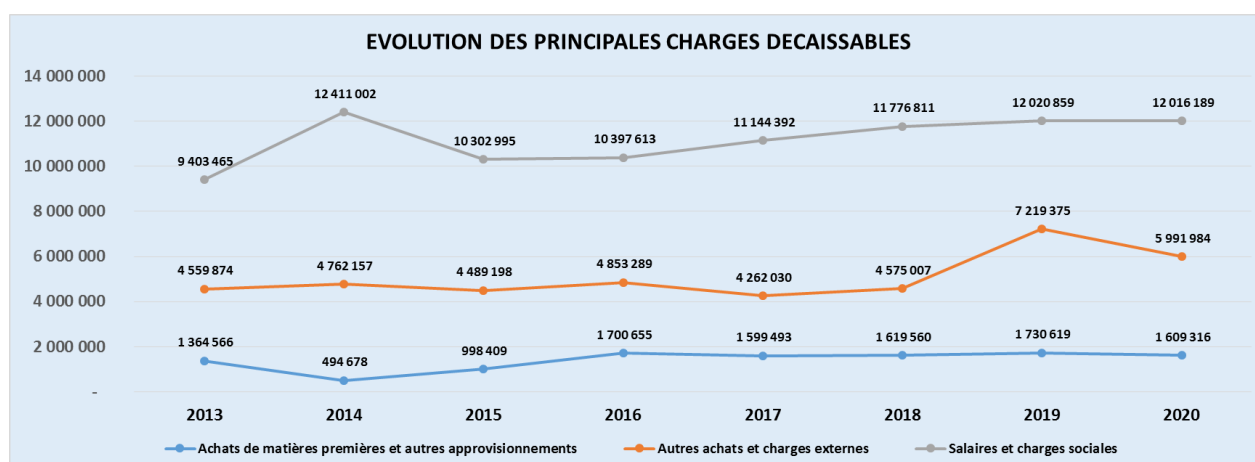
Elles respectent le **budget** voté avec un taux d'exécution de 96,9%, l'écart de 390K€ correspond à une baisse plus forte que prévue des éléments variables de paye, qui suivent en partie la baisse d'activité, aux exonérations temporaires de charges décidées par le gouvernement, ainsi que 157K€ correspondant au remboursement de chômage partiel.

Dans leur ensemble, les charges de personnel sont très stables avec une hausse limitée à 0.04% entre **2019 et 2020** qui interrompt une évolution tendancielle à la hausse de l'ordre de 3%. Les dépenses de salaires et traitements progressent de 1.75%, cette progression serait portée à 3.8% en l'absence de remboursement du chômage partiel

d. Impôts et taxes.

Le niveau des dépenses réalisées est de 571K€ contre 684K€ prévus au **budget** (taux de réalisation de 83%). L'écart s'explique par la taxe foncière prévue à 400K€ et qui ne s'élève finalement qu'à 180K€, son évaluation prévisionnelle est difficile vu les incertitudes sur l'assiette taxable, et la complexité des règles de calcul et d'assujettissement progressif, dont une refonte est prévue en 2024.

De 2019 à 2020 ce poste augmente de 123K€ dont 73K€ d'augmentation de la taxe foncière (TF). Le résultat fiscal reste quant à lui déficitaire – 3 218K€) vu la déduction de l'assiette imposable des reprises de financements rattachées.



Rubriques	Catégories de dépenses	Budget	Exécuté 2020	Taux d'exécution	Ecart
60	Energies	1 013 000,00	1 223 978,57	120,83%	210 979
	Autres matériels, fournitures et variation de stock	715 800,00	385 336,97	53,83%	-330 463
61 et 62	Leasing	55 000,00	33 923,91	61,68%	-21 076
	Entretien et maintenance	1 735 052,00	1 298 581,12	74,84%	-436 471
	Locations	173 100,00	76 618,57	44,26%	-96 481
	Assurance	410 000,00	336 657,17	82,11%	-73 343
	Autres frais sous traitance et services extérieurs	573 750,00	257 553,87	44,89%	-316 196
	Gros travaux	1 914 000,00	1 106 249,53	57,80%	-807 750
	Gardiennage	1 203 000,00	1 146 375,02	95,29%	-56 625
	Balayage et nettoyage	555 000,00	499 339,74	89,97%	-55 660
	Commissions et honoraires	930 000,00	960 150,90	103,24%	30 151
	Transports	12 000,00	9 013,67	75,11%	-2 986
	Frais de déplacements et de mission	112 500,00	9 462,02	8,41%	-103 038
	Autres frais autres services extérieurs	203 950,00	132 725,40	65,08%	-71 225
	frais télécom et poste	109 250,00	95 620,72	87,52%	-13 629
	Communication	88 040,00	60 203,28	68,38%	-27 837
	Formation	80 000,00	- 30 491,01	-38,11%	-110 491
63	Impôts et taxes	684 142,41	571 354,54	83,51%	-112 788
64	Personnel	12 406 325,31	12 016 189,13	96,86%	-390 136
TOTAL		22 973 909,72	20 188 843,12	87,88%	- 2 785 067

Exécution budgétaire des charges de fonctionnement significatives :

e. Charges calculées

Elles correspondent aux dotations aux amortissements pour 93% et pour le reste aux provisions : clients douteux (408K€), remises en état (268K€), et provisions indemnité de fin de carrière et médailles du travail (113K€).

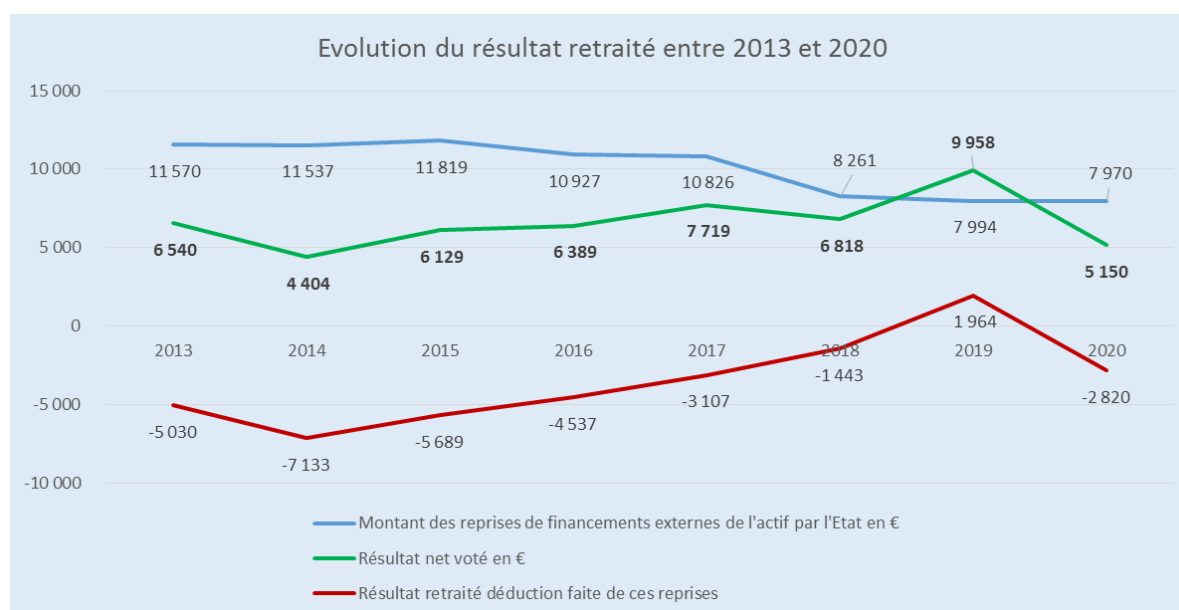
Leur total de 11 550K€ en 2020 est très stable, l'écart avec 2019 est inférieur à 1%.

C. Compte de résultat agrégé mis en perspective du budget

Compte de Résultat Agrégé 31/12/2020 en €					
CHARGES	budget rectificatif 2020	compte financier 2020	PRODUITS	budget rectificatif 2020	compte financier 2020
Personnel	12 406 325	12 016 189	Subventions de l'Etat	226 874,00	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	21 368 826	19 772 487	vente produits et prestation services	24 639 045,00	26 792 283,42
			Autres ressources	9 600 124,46	10 146 773,62
TOTAL DES CHARGES (1)	33 775 152	31 788 676	TOTAL DES PRODUITS (2)	34 466 043,46	36 939 057,04
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	690 892	5 150 381	Résultat : perte (4) = (1) - (2)		
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	34 466 043	36 939 057	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	34 466 043	36 939 057,04

Le résultat comptable est très supérieur aux prévisions, 45% de l'écart s'explique par des dépenses inférieures aux prévisions, 55% par des recettes plus élevées.

Le graphique ci-dessous présente le résultat économique « réel » du port, c'est-à-dire déduction faite des reprises de financement d'actifs qui sont une singularité de la comptabilité publique. On constate que pour la première fois le port est bénéficiaire en 2019 mais il serait resté déficitaire à hauteur de 631K€ en l'absence de reprise de la provision pour l'immeuble DEAL (2.6M€). En 2020, le résultat retraité est de - 2 820K€.



III. Les investissements et leur financement.

A. Les investissements de l'année 2020.

Le montant total des investissements de l'année s'élève à 7 066K€ (variation des immobilisations + variation des immobilisations en cours), Le taux de réalisation est de 53% contre 47% en 2019. Plusieurs opérations importantes, et notamment l'achat du 4eme portique, ont été engagées au premier trimestre 2021.

Le GPMLM a encaissé en janvier une subvention de 755K€ comptabilisée en 2019 et qui vient solder les crédits de paiements du Contrat de plan Etat Région accordés à l'établissement.

Aucune subvention n'a été accordée en 2020. L'ensemble des demandes de subventions du GPMLM suivent le contrat de convergence, le plan de relance, et le programme opérationnel FEDER. Les crédits demandés à l'Etat n'ont pour l'instant pas débouché sur des décisions attributives de subventions. La situation est identique à la CTM : certaines subventions ont été votées en assemblée plénière, mais aucune convention de financement n'a été signée en 2020. Les seules subventions comptabilisées correspondent à des primes à l'achat de véhicules électriques.

GPMLM a donc uniquement investi sur fonds propres en 2019 et 2020.

investissements	BP 2019	CF 2019	BR 2020	CF 2020
PDG volet 1	15 000		-	-
PDG volet 2	1 618 000	184 259	3 800 000	127 438
PDG volet 3	466 500		180 000	56 414
PDG renouvellement	4 415 000	3 765 867	3 255 000	3 515 564
Croisière	1 182 500	275 734	682 000	156 518
Industrie	920 000	596 028	1 045 000	440 156
Hydrobase	1 070 000		3 375 000	1 972 358
Pétrole	-	1 463	40 000	38 820
Renouvellement	963 550	580 236	664 316	547 657
Telesurveillance	1 094 590	315 531	100 000	210 994
Granulat				
Desserte Atlantique				
Solaire	400 000		-	-
Transition énergétique	-		100 000	-
	12 145 140	5 719 119	13 241 316	7 065 918

Exécution des investissements par activités comparée aux budgets.

Subventions comptabilisées sur immobilisations mises en service					
Composants	FEDER (europe) 134162	Etat (FIDOM / CPER) 104131	Région 133122	Bonus Ecologique	TOTAL
Aménagement Bassin Radoub		-			-
Pointe des Grives		-			-
Aménagement Hydrobase		-			-
Appontement Petmin		-			-
Pointe SIMON		-			-
3 Véhicules électriques				9 000,00	9 000,00

Décomposition des subventions reçues.

B. Situation patrimoniale du GPM en fin d'exercice.

Le montant des nouvelles immobilisations (acquisitions et mises en service) s'élève à 3 532K€ contre 7464K€ en 2019 et 6 491K€ en 2018. Ainsi la valeur brute de l'actif passe de 317,6M€ à 321.2M€ .

Les immobilisations en cours sont en forte hausse de 4 278K€ à 7 699K€, le montant des travaux de l'année est en effet bien supérieur aux mises en service.

Tableau de variation des Immobilisations au 31 12 2020						
Libellés	31/12/2019	Acquisition	Mise en service	Sorties	total	total compte
Logiciels	463 689	22 206			22 206	485 895
Terrains nus	7 113 629				-	7 113 629
Terrains aménagés	62 766 214				-	62 766 214
Terrains bâtis	21 492 377				-	21 492 377
Bâtiments	46 063 654	152 365			152 365	46 216 018
Installations générales, agencements	2 792 123	153 631	21 608		175 239	2 967 362
Outillages, matériels pour portiques	6 096 259	635 631	510 943		1 146 573	7 242 833
Installations à caractère spécifique	167 896 228	120 908	1 601 906		1 722 814	169 619 042
Matériel industriel	1 706 304	105 502			105 502	1 811 807
Installations générales, agenc,	22 155				-	22 155
Matériel de transport	556 954	124 902			124 902	681 855
Matériel de bureau et informatique	559 742	77 397			77 397	637 139
Mobilier	120 414	5 135			5 135	125 549
	317 649 742	1 397 677	2 134 457	-	3 532 134	321 181 875

IV. Situation financière du GPMLM

A. Les Soldes intermédiaires de gestion

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION								Variation	Variation
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2019 2020	en %
Productions vendues	21 635 728	24 357 289	24 525 381	25 875 247	28 646 988	29 490 415	26 792 283	-2 698 131	-9,15%
Production immobilisée	0	327 696	479 821	541 510	418 012	386 754	496 644	109 890	28,41%
PRODUCTION DE L'EXERCICE	21 635 728	24 684 985	25 005 202	26 416 756	29 065 000	29 877 169	27 288 927	-2 588 242	-8,66%
Variation de stock	0	0		52 786	-26 348	-169 859	-11 372	158 488	-93,31%
(60) Achats de matières premières et autres approvisionnements	494 678	998 409	1 700 655	1 599 493	1 619 560	1 730 619	1 620 687	-109 932	-6,35%
(61 62) Autres achats et charges externes	4 762 157	4 489 198	4 853 289	4 262 030	4 575 007	7 219 375	5 991 984	-1 227 391	-17,00%
CONSOMMATION	5 256 834	5 487 606	6 553 943	5 914 308	6 168 218	8 780 135	7 601 299	-1 178 835	-13,43%
VALEUR AJOUTEE	16 378 894	19 197 379	18 451 259	20 502 448	22 896 782	21 097 034	19 687 628	-1 409 406	-6,68%
Subventions d'exploitations	1 027 258	513 629		146 895	0	255 957	0	-255 957	-100,00%
Impôts, taxes et versements assimilés	348 632	302 241	245 005	411 581	473 978	447 643	571 355	123 712	27,64%
Salaires et traitements	8 085 404	6 932 975	6 761 117	7 151 785	7 487 108	7 717 832	7 852 870	135 038	1,75%
Charges sociales	4 325 598	3 370 019	3 636 496	3 992 607	4 289 703	4 303 027	4 163 320	-139 707	-3,25%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 646 517	9 105 772	7 808 641	9 093 370	10 645 994	8 884 490	7 100 084	-1 784 405	-20,08%
Travaux provisionnés et réalisés	56 350	12 657	150 000			1 936 542	669 931	-1 266 610	-65,41%
EBE CORRIGE	4 702 867	9 118 429	7 958 641	9 093 370	10 645 994	10 821 032	7 770 016	-3 051 016	-28,20%
Reprise sur provisions et amortissements et transferts de charges	11 985 794	12 783 586	11 677 937	12 575 513	10 137 998	13 137 216	9 596 765	-1 266 610	-26,95%
Autres produits	21 270	35 272	73 661	21 061	9 651	-81 202	53 365	-3 051 016	-165,72%
Dotations aux amortissements et aux	12 185 297	12 485 701	12 557 455	13 926 407	12 358 379	11 621 668	11 550 368		-0,61%
Autres charges	55 726	2 370	2 650	25 398	1 496 367	347 369	38 411	-3 540 451	-88,94%
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 412 559	9 436 558	7 000 134	7 738 139	6 938 897	9 971 467	5 161 435	-134 566	-48,24%
Produits financiers	95 607	81	0	41		278	0	-308 959	-100,00%
Charges financières	26 169	23 928	21 565	19 036	16 468	13 802	11 054	-4 810 032	-19,91%
RESULTAT FINANCIER	69 438	-23 847	-21 565	-18 994	-16 468	-13 524	-11 054	2 470	-18,26%
Produits exceptionnels	550 433	176 382	1 137 943						
Charges exceptionnelles	628 471	3 459 674	1 727 170						
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-78 039	-3 283 292	-589 227						
RESULTAT NET COMPTABLE	4 403 958	6 129 420	6 389 341	7 719 144	6 922 428	9 957 944	5 150 381	-4 807 562	-48,28%

INDICATEURS FINANCIERS	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Ratio EBE/CA	21,48%	37,38%	31,84%	35,14%	37,16%	30,13%	26,50%
Ratio Résultat Courant/ CA	20,36%	25,16%	26,05%	29,83%	24,16%	33,77%	19,22%
Ratio EBE/Capitaux propres	1,71%	3,29%	2,86%	3,35%	3,94%	3,31%	2,68%
Charges de personnel/ total des charges	40,1%	32,1%	33,0%	35,4%	36,5%	36,2%	37,8%
ETP	114,2	110,4	109,2	112,9	112,0	114,2	114,2
VA/ETP	143 435,45	173 952,33	168 967,57	181 630,47	204 435,55	184 802,33	172 456,45
Charges de personnel par ETP	108 687,29	93 358,05	95 216,24	98 727,78	105 150,09	105 298,34	105 257,44
Ratio charges de personnel/VA	75,77%	53,67%	56,35%	54,36%	51,43%	56,98%	61,03%

Les consommations ont diminué plus fortement que la production de l'exercice, il en ressort une baisse de la valeur ajoutée limitée à 6,7%.

La baisse de l'EBE est plus forte (-20%) en raison de l'effet cumulé de l'augmentation des taxes et de l'absence de subvention de fonctionnement comptabilisée en 2020. L'EBE corrigé neutralise les charges liées à des travaux provisionnés afin d'offrir une approche plus fine de la performance économique de l'exercice.

Le résultat d'exploitation est quant à lui en forte baisse (48%) car les reprises de provisions reviennent à un niveau standard après une année 2019 exceptionnellement élevée.

Le résultat net suit la même tendance en l'absence de produits financiers et de résultat exceptionnel, et vu l'absence d'impôt sur les bénéfices.

Le **ratio EBE/CA** permet de mesurer le taux de profitabilité du port. Il se dégrade avec la diminution du chiffre d'affaire et passe de **30,1%** en 2019 à **26,5%** en 2020. Ce taux reste élevé en comparaison de la rentabilité financière de l'établissement (EBE/capitaux propres) qui est bien plus faible et passe de 3.1% en 2019 à 2.7% en 2020.

B. La capacité d'autofinancement du port

CAF	CF 2017	CF 2018	CF 2019	CF 2020	Variation 2019 2020
RESULTAT DE L'EXERCICE	7 719 144,31	6 922 428,24	9 957 943,56	5 150 381,27	- 4 807 562,29
+ (68) dotations aux amortissements et provisions	13 926 407,07	12 358 379,05	11 621 667,67	11 550 367,97	- 71 299,70
- (78) Reprise de provision, neutralisation des amortissements et des financements rattachés	- 12 504 432,79	- 8 716 331,59	- 12 750 633,85	- 9 583 736,51	3 166 897,34
= CAF	9 141 118,59	10 564 475,70	8 828 977,38	7 117 012,73	- 1 711 964,65
Ratio CAF/ Production vendue	35,3%	36,9%	29,9%	26,6%	-3,4%

La capacité d'autofinancement (CAF) permet de déterminer le montant des ressources générées sur l'exercice qui pourront financer l'activité du GPM. Elle est calculée à partir du résultat net retraité des charges et produits calculés.

En 2020, la CAF brute de l'exercice est en baisse, elle couvre l'ensemble des dépenses d'investissement (7 066K€) mais reste insuffisante au regard des actifs immobilisés. Si on rapporte le total des immobilisations à la CAF 2020, il faudrait consacrer 45 années de CAF, hors distribution de dividende et charge fiscale, pour renouveler les immobilisations.

Le ratio CAF/Production vendue permet de mesurer la part de son activité principale que l'établissement peut consacrer à l'autofinancement.

C. Situation patrimoniale

Evolution du bilan entre 2019 et 2020 :

BILAN FONCTIONNEL					
ACTIF			PASSIF		
EMPLOIS STABLES	2 020	2 019	RESSOURCES STABLES	2 020	2 019
Immobilisations incorporelles :	485 895	463 689	Capitaux propres :	265 366 854	268 747 831
Immobilisations corporelles :	320 695 981	317 186 053	Provisions pour Risques et Charges	5 029 123	5 496 099
Immobilisations en cours	7 699 076	4 278 470	Amortissement et provisions :	93 534 399	82 560 432
Immobilisations Financières :	325 148	325 148	Emprunts :	771 838	800 887
			Emprunts et dettes diverses		
TOTAL EMPLOIS STABLES :	329 206 100,41	322 253 359,66			
Fonds de roulement =	35 496 113,11	35 351 890,03	TOTAL RESSOURCES STABLES :	364 702 213,52	357 605 249,69
ACTIF CIRCULANT			DETTES CIRCULANTES		
Stocks et en cours :	972 560	961 188	Avances et acomptes reçues reçus sur commandes en cours		
Créances d'exploitation :	5 002 429	5 026 689	Dettes d'exploitation :	1 071 983	856 899
Créances hors exploitation :	3 458 623	4 466 275	Dettes hors exploitation :	5 454 422	4 840 934
			TOTAL :	6 526 404,47	5 697 833,61
TOTAL :	9 433 612,39	10 454 152,86	Besoins en Fonds de Roulement =	2 907 207,92	4 756 319,25
TRESORERIE ACTIVE			TRESORERIE PASSIVE		
			TOTAL TRESORERIE PASSIVE :	-	-
TOTAL TRESORERIE ACTIVE :	32 588 905,19	30 595 570,78	Trésorerie nette	32 588 905,19	30 595 570,78

En application de l'art 243bis du CGI, Les rapports présentés et les propositions de résolution soumises aux assemblées générales d'associés ou d'actionnaires en vue de l'affectation des résultats de chaque exercice, doivent mentionner le montant des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

Les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices se sont élevés à 873.600 euros au titre de l'exercice 2017 et à 0 au titre des exercices 2018 et 2019.

Le niveau du besoin en fond de roulement était stable en 2019 (+100K€), il diminue nettement en 2020 vu la baisse des créances à court terme et l'augmentation des dettes à court terme (bas de bilan).

Tableau de financement Agrégé au 31/12/2020 en €					
EMPLOIS	budget rectificatif 2020	compte financier 2020	RESSOURCES	budget rectificatif 2020	compte financier 2020
insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	2 226 245,0	7 117 012,7
Dividendes	-		Finance de l'actif par l'état	790 000,0	9 000,0
remboursement emprunt et immobilisations financières	70 364	29 049	Subventions d'investissement	1 000 000,0	
Investissements	13 301 316	6 952 741	Autres subventions d'investissement et dotations		-
			Autres ressources (75,76,77,78,79)		-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	13 371 680,00	6 981 789,65	TOTAL DES RESSOURCES (6)	4 016 245,00	7 126 012,73
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)		144 223	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)	9 355 435,0	

Comparaison de l'évolution de la situation patrimoniale prévue au budget et réalisée

NB : 6 952 741 € après retraitement de 113 178 € d'investissements (études) mis en charges

Les totaux des ressources et des emplois s'équilibrent et débouchent sur une légère augmentation du fonds de roulement de 144K€. La baisse du fonds de roulement prévue au budget était la conséquence des prévisions d'investissements mais leur exécution est d'un montant nettement inférieur.

Partie 2 : COMPTE FINANCIER

Le compte financier est établi par l'agent comptable, visé par l'ordonnateur, certifié par les commissaires aux comptes, voté par le Conseil de Surveillance, approuvé par les tutelles et enfin transmis à la Cour des Comptes par voie dématérialisée. Les pièces justificatives du compte financier sont conservées par l'établissement.

Son contenu est défini par l'art. 202 du décret GBCP : « Les états financiers annuels retracent les opérations enregistrées dans la comptabilité générale de l'organisme. Ils sont présentés dans les formes et conditions prévues par l'article 54. Ils donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière des organismes. Ils comprennent un bilan, un compte de résultat et l'annexe des comptes annuels. D'autres documents peuvent être prévus par arrêté du ministre chargé du budget, dans les conditions mentionnées à l'article 136 de la loi du 28 décembre 2001. Ces états financiers peuvent être soumis à certification. »

I. Compte de résultat

A. Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT							
CHARGES D'EXPLOITATION	2020	2019	Variation	PRODUITS D'EXPLOITATIONS	2020	2019	Variation
			-	Productions vendues	26 792 283,42	29 490 414,90	- 2 698 131,48
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	1 609 315,54	1 560 759,79	48 555,75	Montant net du chiffre d'affaires	26 792 283,42	29 490 414,90	- 2 698 131,48
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	5 991 983,91	7 219 375,03	- 1 227 391,12	Production stockée	-	-	-
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	571 354,54	447 642,88	123 711,66	Production immobilisée	496 644,06	386 754,40	109 889,66
CHARGES DE PERSONNEL	7 852 869,60	7 717 831,85	135 037,75	Subventions d'exploitations	-	255 957,00	- 255 957,00
Charges sociales	4 163 319,53	4 303 026,99	- 139 707,46	Reprise sur provisions et amortissements et transferts de charges	9 596 764,97	13 137 216,28	- 3 540 451,31
Dotations aux amortissements et aux	11 550 367,97	11 621 667,67	- 71 299,70	Autres produits	53 364,59	81 201,79	- 134 566,38
<i>Sur immobilisations : dotation aux amortissements</i>	10 760 669,23	9 796 767,67	963 901,56				
<i>Sur actif circulant : dotations aux provisions</i>	676 698,74	1 645 900,00	- 969 201,26				
<i>Pour risques et charges : dotations aux provisions</i>	113 000,00	179 000,00	- 66 000,00				
AUTRES CHARGES DE GESTION	38 410,56	347 369,21	- 308 958,65				
TOTAL I	31 777 621,65	33 217 673,42	- 1 440 051,77	TOTAL I	36 939 057,04	43 189 140,79	- 6 250 083,75
CHARGES FINANCIERES				PRODUITS FINANCIERS			
Dotations aux amortissements et aux provisions (Financier)	-	-	-	Autres intérêts et produits assimilés	-	278,07	- 278,07
Intérêts et charges assimilées :	11 054,12	13 801,88	- 2 747,76	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
TOTAL II	11 054,12	13 801,88	- 2 747,76	TOTAL II	-	278,07	- 278,07
TOTAL DES CHARGES (I à II)	31 788 675,77	33 231 475,30	- 1 442 799,53	TOTAL DES PRODUITS (I à II)	36 939 057,04	43 189 418,86	- 6 250 361,82
SOLDES CREDITEUR - BENEFICE avant Impôt	5 150 381,27	9 957 943,56	- 4 807 562,29	SOLDES DEBITEUR - DEFICIT	-	-	-
Impôt sur le bénéfice							
Résultat après impôt	5 150 381,27	9 957 943,56					
TOTAL GENERAL	36 939 057,04	43 189 418,86	- 6 250 361,82	TOTAL GENERAL	36 939 057,04	43 189 418,86	- 6 250 361,82

B. Produits détaillés

COMPTE DE RESULTAT PRODUITS			
PRODUITS D'EXPLOITATIONS	2020	2019	Variation
Ventes de marchandises	-	-	-
Productions vendues	26 792 283,42	29 490 414,90	- 2 698 131,48
706110 Droits de port navire	6 607 297,40	7 144 232,39	- 536 934,99
706120 Droits de port Marchandises	9 141 439,02	9 727 913,07	- 586 474,05
706130 Droits de port Passagers	469 792,66	674 327,38	- 204 534,72
706140 Droits de port stationnement	16 268,00	202,00	- 16 066,00
706150 Droits de port équipement pêche	-	1 145,00	- 1 145,00
706210 recettes domaniales plan eau	19 606,35	15 123,48	- 4 482,87
706220 Recettes doma Terrestre	15 949,49	15 400,78	- 548,71
706221 Recettes domaterrestres Hangar	362 115,61	369 565,66	- 7 450,05
706222 Recettes doma terrestres Tplein	2 637 174,07	2 473 482,18	- 163 691,89
706223 recettes doma terre Locaux	26 885,64	30 642,67	- 3 757,03
706224 Recettes doma terrestres Bureaux	359 653,90	346 870,24	- 12 783,66
706225 recettes doma terrestres Terrains	65 020,49	61 157,70	- 3 862,79
706231 Recettes doma Banales Tplein	11 923,08	17 780,55	- 5 857,47
706233 recettes doma Banales parc vehicule	77 337,03	132 652,26	- 55 315,23
706311 Outillage portique Fac EVP	2 454 231,72	2 679 785,32	- 225 553,60
706312 Outillage portique Fac horaire	2 517 653,40	2 865 100,35	- 347 446,95
706411 Service eau navire	127 191,41	198 242,10	- 71 050,69
706412 Service eau amodiataire	25 060,10	35 386,35	- 10 326,25
706420 Service électricité	440 102,95	530 462,61	- 90 359,66
706430 Service pesées	-	317,16	- 317,16
706440 Service prises reefers	360 631,80	357 890,66	- 2 741,14
706450 Service tél, informatique	14 370,62	30 144,75	- 15 774,13
706460 Service gare maritime	138 926,00	841 665,04	- 702 739,04
706461 Service redevance sûreté	230 561,31	433 975,78	- 203 414,47
706462 Service redevance croisière	119 394,06	157 811,90	- 38 417,84
706470 Service parking	35 232,59	47 074,65	- 11 842,06
706480 Service appontement soumis TVA	8 010,79	96 129,48	- 88 118,69
706481 Service appontement pétrolier exo	219 442,81	205 386,31	- 14 056,50
706490 Service produits annexes EXO	367 284,72	462 358,26	- 95 073,54
708300 Locations diverses croisière	25 506,87	45 967,85	- 20 460,98
708800 Autres produits annexes	245 559,53	119 814,97	- 125 744,56
709631 Remise panne outillage portique	- 3 480,00	- 10 644,00	- 7 164,00
709632 Abattement transbo outill port	- 343 860,00	- 616 950,00	- 273 090,00
Montant net du chiffre d'affaires	26 792 283,42	29 490 414,90	- 2 698 131,48
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	496 644,06	386 754,40	- 109 889,66
722000 Production Immobilisée	496 644,06	386 754,40	- 109 889,66
Subventions d'exploitations	-	255 957,00	- 255 957,00
748000 Autres subventions	-	255 957,00	- 255 957,00
Reprise sur provisions et amortissements et transferts de charge	9 596 764,97	13 137 216,28	- 3 540 451,31
781120 Reprise sur amortissement des immos	-	-	-
781300 QP reprise financement rattaché à	8 540 358,51	7 973 726,40	- 566 632,11
781500 Reprise sur provision d'exploitation	179 002,70	-	- 179 002,70
781700 Reprise s/provision des actifs	-	-	-
781730 Reprise dépréciation stock	36 266,83	9 102,69	- 27 164,14
781740 Reprise dépréciation créance	158 177,08	236 143,89	- 77 966,81
784000 Reprise provision réglementée	669 931,39	4 531 660,87	- 3 861 729,48
791000 Transfert de charges d'exploitation	13 028,46	386 582,43	- 373 553,97
Autres produits	53 364,59	81 201,79	- 27 837,20
758000 Produits divers de gestion	8,57	128 336,79	- 128 345,36
758400 Contentieux	53 356,02	47 135,00	- 6 221,02
TOTAL I	36 939 057,04	43 189 140,79	
PRODUITS FINANCIERS	-	278,07	- 278,07
Autres intérêts et produits assimilés	-	278,07	- 278,07
763800 Revenus sur créances diverses	-	278,07	- 278,07
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
TOTAL II	-	278,07	
TOTAL DES PRODUITS (I à II)	36 939 057,04	43 189 418,86	- 6 250 361,82
TOTAL GENERAL	36 939 057,04	43 189 418,86	- 6 250 361,82

C. Charges détaillées

COMPTE DE RESULTAT CHARGES				
CHARGES D'EXPLOITATION		2020	2019	Variation
Achats de marchandises		-	-	-
60 - ACHATS ET VARIATION DE STOCKS		1 609 315,54	1 560 759,79	48 555,75
606110	Electricité	917 752,75	1 006 760,03	- 89 007,28
606120	Carburants et lubrifiants	17 114,96	57 482,33	- 40 367,37
606121	Graisse et huile	-	9 021,40	- 9 021,40
606130	Achat ELECTRICITE	-	-	-
606170	Eau	289 110,86	226 531,45	62 579,41
606310	Fournitures d'entretien	2 100,36	1 799,14	301,22
606320	Petit matériel & outillage	214 698,56	320 084,42	- 105 385,86
606325	Petit matériel électrique	3 725,12	18 417,11	- 14 691,99
606326	Petit matériel spreader	-	1 051,73	- 1 051,73
606400	Fournitures administratives	7 215,47	10 409,89	- 3 194,42
606500	Vêtements de W	36 466,77	26 922,34	9 544,43
606510	Combustibles, carburants (essence,	-	-	-
606520	Graisses & huiles	-	-	-
606810	Fournitures informatiques	10 219,10	13 205,49	- 2 986,39
606820	Fournitures habits de travail	-	-	-
606830	Autres matières et fournitures	72 788,97	6 628,04	66 160,93
603700	Variation de stock marchandises	- 11 371,78	- 169 859,37	158 487,59
608000	Frais accessoires s/achat	49 494,40	32 305,79	17 188,61
61 - ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS		5 991 983,91	7 219 375,03	- 1 227 391,12
611020	Contrat assistance technique	-	1 300,00	- 1 300,00
611050	Nettoyage locaux	-	158 385,93	- 158 385,93
611030	Edition reprographie	13 132,17	11 970,40	1 161,77
611040	Gardiennage	-	1 478 214,51	- 1 478 214,51
611060	Dératisation . désinsectisation	-	5 247,15	- 5 247,15
611070	Entretien sanitact	-	-	-
611080	Enlèvement ordures	-	63 448,43	- 63 448,43
611090	Balayage T PLEINS	-	266 789,34	- 266 789,34
612200	Leasing photocopieur	12 535,51	10 260,00	2 275,51
612210	Leasing véhicules	21 388,40	26 132,65	- 4 744,25
612500	Leasing photocopieur	-	-	-
612820	Leasing véhicules	-	-	-
613200	Location immobilière	56 505,60	56 505,60	-
613300	Locations immobilières	-	-	-
613500	Location matériel & outillage	15 999,15	59 099,56	- 43 100,41
613510	Location matériel de transport	4 113,82	20 482,42	- 16 368,60
613600	Location matériel & outillage	-	-	-
613820	Location matériel de transport	-	-	-
615010	Gros travaux enrobés	165 219,24	-	165 219,24
615020	Gros travaux caniveaux	-	-	-
615030	Inspection et contrôle des ouvrages	80 772,25	40 461,50	40 310,75
615040	Gros travaux divers entretien	860 258,04	1 482 540,78	- 622 282,74
615200	Entretien T PLEINS	-	-	-
615210	Entretien espaces verts	24 192,58	23 407,50	785,08
615220	Entretien & réparation bâtiments .	254 619,93	107 511,52	147 108,41
615230	Entrtien et aménagement bâtiments	9 159,57	23 015,05	- 13 855,48
615240	Entretien réparation climatisation	-	5 599,29	- 5 599,29
615250	Entretien installation protection	26 514,75	73 599,85	- 47 085,10
615260	Travaux d'assainissement	18 801,48	13 067,72	5 733,76
615270	Contrat maintenance électrique	6 088,29	1 460,00	4 628,29

CHARGES D'EXPLOITATION		2020	2019	Variation
615010	Gros travaux enrobés	165 219,24	-	165 219,24
615020	Gros travaux caniveaux	-	-	-
615030	Inspection et contrôle des ouvrages	80 772,25	40 461,50	40 310,75
615040	Gros travaux divers entretien	860 258,04	1 482 540,78	- 622 282,74
615200	Entretien T PLEINS	-	-	-
615210	Entretien espaces verts	24 192,58	23 407,50	785,08
615220	Entretien & réparation bâtiments	254 619,93	107 511,52	147 108,41
615230	Entretien et aménagement bâtiments	9 159,57	23 015,05	- 13 855,48
615240	Entretien réparation climatisation	-	5 599,29	- 5 599,29
615250	Entretien installation protection	26 514,75	73 599,85	- 47 085,10
615260	Travaux d'assainissement	18 801,48	13 067,72	5 733,76
615270	Contrat maintenance électrique	6 088,29	1 460,00	4 628,29
615510	Contrat entretien climatisation	92 781,27	128 517,67	- 35 736,40
615520	Entretien démantèlement navires	193 730,00	798 213,73	- 604 483,73
615530	Entretien moteurs	2 253,00	10 810,86	- 8 557,86
615535	Entretien spreaders	77 016,00	138,86	76 877,14
615540	Ent matériel & équipement	27 896,45	89 531,32	- 61 634,87
615550	Ent travaux électricité	107 237,25	49 876,03	57 361,22
615560	Entretien onduleurs	24 210,00	18 830,00	5 380,00
615570	Entretien tapis bagage	1 584,00	-	1 584,00
615580	Contrat entretien téléphone	-	-	-
615590	Entretien ascenseurs	13 027,63	15 127,26	- 2 099,63
615600	Ent vidéosurveillance	38 202,49	-	38 202,49
615610	Entretien travaux plomberie	12 376,39	16 112,00	- 3 735,61
615620	Entretien porte automatique	11 361,35	21 283,16	- 9 921,81
615630	Entretien bascules	2 400,00	-	2 400,00
615640	Entretien groupe électrogène	29 339,75	29 876,49	- 536,74
615650	maintenance mat informatique	14 755,60	14 277,76	477,84
615651	maint log informatique	91 147,06	76 302,62	14 844,44
615660	ent mat bureau	5 364,56	8 177,13	- 2 812,57
615662	Ent matériel de transport	29 186,60	41 372,79	- 12 186,19
615663	Ent mat outil h/contrat	139 866,86	77 519,12	62 347,74
615664	Ent portique RX	34 661,16	33 151,03	1 510,13
615670	Entretien contrôle réglementaire	29 608,58	18 756,24	10 852,34
616100	Assurance multirisque	265 628,89	262 998,91	2 629,98
616200	Assurance véhicule	-	106 820,00	- 106 820,00
616300	Assurance véhicule	11 985,40	7 176,58	4 808,82
616400	Assurance Risque exploitation (RC)	53 410,00	-	53 410,00
616800	Autres assurances	5 632,88	-	5 632,88
617000	Etudes et recherches	184 278,03	18 718,00	165 560,03
618100	Documentation générale	40 889,81	52 800,99	- 11 911,18
618500	frais de séminaire RH	452,38	554,00	- 101,62
621100	Personnel intérimaire	32 997,58	63 138,68	- 30 141,10
622400	Commissions s/DROIT DE PORT	334 371,00	353 238,00	- 18 867,00
622610	Honoraires	540 107,61	448 481,70	91 625,91
622620	Honoraires informatiques	85 672,29	65 069,37	20 602,92
622700	Frais d'actes et de contentieux	7 122,16	7 134,36	- 12,20
623100	Annonces et insertions	58 495,20	33 250,95	25 244,25
623400	Cadeaux à la clientèle	360,08	256,35	103,73
623720	Publications promotions	1 348,00	38 536,12	- 37 188,12
624100	Transport divers	9 013,67	12 047,50	- 3 033,83
624800	Transport navette	-	-	-
625100	Voyages & déplacements personnel	6 262,95	39 597,47	- 33 334,52
625110	Voyages & déplacements membres &	-	8 711,67	- 8 711,67
625120	Frais de congrès	-	1 704,00	- 1 704,00
625500	Frais de démanagement	-	23 402,68	- 23 402,68
625600	Frais de mission personnel	3 199,07	30 958,36	- 27 759,29
625610	Frais de missions membres &	-	4 186,09	- 4 186,09
625700	Frais de réception	14 300,85	24 473,99	- 10 173,14
625710	Frais de restaurants	1 788,77	4 496,35	- 2 707,58
626000	Affranchissements	5 207,51	5 830,09	- 622,58
626200	Frais P&T, FAX PORT	-	208,83	- 208,83
626100	Frais P&T, téléphone	8 372,78	9 884,20	- 1 511,42
626300	Frais P&T, STANDART PORT	9 454,26	10 162,13	- 707,87
626400	Frais P&T, liaison informatique	28 310,32	28 160,00	150,32
626500	Frais P&T, taxe radioélectrique	1 368,00	1 358,00	10,00
626600	Frais P&T, Boatphone	495,04	504,51	- 9,47
626700	Frais P&T, Mobiles	42 412,81	39 440,58	2 972,23
627800	Frais bancaires	15,00	15,00	-
628100	Concours divers	76 151,04	74 594,88	1 556,16
628300	Formation continue	30 491,01	59 881,82	- 90 372,83
628400	Frais de recrutement	350,00	5 209,60	- 4 859,60
628500	Prestations ext de gardiennage	1 146 375,02	-	1 146 375,02
628600	Prestations ext de nettoyage	226 071,95	-	226 071,95
628801	Prestations ext informatiques	1 276,50	-	1 276,50
628802	Prestations extérieures diverses	46 724,36	-	46 724,36
628803	Prestations extérieures de balayage	225 266,93	-	225 266,93

CHARGES D'EXPLOITATION		2020	2019	Variation
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		571 354,54	447 642,88	123 711,66
631000	Impôts et taxes et versements assimilés	-	-	-
632000	Charges fiscales s/CP	17 168,40	584,16	16 584,24
633100	Taxe s/ transport	145 228,25	146 357,37	- 1 129,12
633200	Charges fiscales s/CP	-	-	-
633300	Formation continue	106 545,74	66 769,46	39 776,28
633400	Participation effort construction	31 636,35	31 894,57	- 258,22
633500	Vers.libératoire taxe apprentissage	-	-	-
635140	Taxe s/véhicule société	10 162,00	10 088,00	74,00
635120	Taxe foncière	180 410,00	107 566,00	72 844,00
635400	Droits d'enregistrement et de timbre	514,80	433,52	81,28
637100	Contribution solidarité	12 468,00	16 785,00	- 4 317,00
637300	Contribution FIPHFP (taxe	66 799,00	66 799,80	- 0,80
637800	Taxes diverses	422,00	365,00	57,00
64 - CHARGES DE PERSONNEL		7 852 869,60	7 717 831,85	135 037,75
641100	Salaires et traitements	5 613 701,61	5 597 272,40	16 429,21
641200	Différentiel s/ Congés Payés	29 148,54	24 309,95	4 838,59
641201	Provision s/CP	461 792,29	365 745,23	96 047,06
641300	Primes et gratifications	1 175 954,48	1 133 467,62	42 486,86
641400	Indemnités & avantages divers	520 004,66	548 398,07	- 28 393,41
641500	Supplément familial	52 268,02	48 638,58	3 629,44
641700	Avantages en nature	-	-	-
Charges sociales		4 163 319,53	4 303 026,99	- 139 707,46
645300	Cotisations aux Caisses de Retraite	744 245,48	746 059,22	- 1 813,74
645311	Pension Civile	410 368,09	399 906,52	10 461,57
645550	Charges sociales s/CP	197 345,25	194 518,63	2 826,62
645351	RAFP	5 510,00	5 384,05	125,95
645352	Ircantec	16 142,91	15 928,10	214,81
645400	Cotisations aux Caisses Assurance	283 606,67	295 750,09	- 12 143,42
645500	Cotisation Régime Prévoyance	82 383,82	79 058,75	3 325,07
645600	Cotisations sociales diverses	-	-	-
645800	Cot s/ prov congés payés	-	-	-
647201	C.E subvention fonctionnement	14 479,05	14 635,70	- 156,65
647202	C.E subvention oeuvre sociale	180 984,28	182 946,24	- 1 961,96
647400	Pharmacie	-	-	-
647500	Médecine du travail	10 925,00	10 736,00	189,00
647501	Pharmacie	-	958,15	- 958,15
647810	Médaille du travail	62 299,16	108 499,51	- 46 200,35
648100	Chèques déjeuner	101 402,01	110 889,02	- 9 487,01
648200	frais de formation de personnel	-	-	-
648800	Charge d'intéressement	4 600,00	22 454,00	- 17 854,00
648810	Autres charges de personnel	-	-	-
649000	Produit d'impôt CICE	-	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions :		11 550 367,97	11 621 667,67	- 71 299,70
Sur immobilisations : dotation aux amortissements		10 760 669,23	9 796 767,67	963 901,56
681110	Dotation amort immo incorporelles	39 106,30	43 534,13	- 4 427,83
681120	Dotation amort immo corporelles	10 721 562,93	9 753 233,54	968 329,39
Sur actif circulant : dotations aux provisions		676 698,74	1 645 900,00	- 969 201,26
681700	Dotation prov dépréciation des actif	-	-	-
681740	Dotation provision créance	407 740,90	581 594,56	- 173 853,66
684000	Dotation provision réglementée	268 957,84	1 064 305,44	- 795 347,60
Pour risques et charges : dotations aux provisions		113 000,00	179 000,00	- 66 000,00
681500	Dotation provision d'exploitation	113 000,00	179 000,00	- 66 000,00
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION		38 410,56	347 369,21	- 308 958,65
654100	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-
653000	Conseils et assemblées	8 039,79	26 042,41	- 18 002,62
657000	Charges spécifiques	10 000,00	44 015,00	- 34 015,00
658000	Charges diverses de gestion courante	20 370,77	277 311,80	- 256 941,03
TOTAL I		31 777 621,65	33 217 673,42	

CHARGES D'EXPLOITATION		2020	2019	Variation
CHARGES FINANCIERES		11 054,12	13 801,88	
Dotations aux amortissements et aux provisions (Financier)		-	-	-
Intérêts et charges assimilées :		11 054,12	13 801,88	- 2 747,76
666000	Pertes de change	-	3,70	- 3,70
661100	Charges d'interêts d'emprunt	11 054,12	13 798,18	- 2 744,06
TOTAL II		11 054,12	13 801,88	
TOTAL DES CHARGES (I à III) avant Impôts		31 788 675,77	33 231 475,30	- 1 442 799,53
Impôt sur les sociétés				
695000	Impôt sur les sociétés	-	-	-
TOTAL DES CHARGES (I à III) avec Impôts		31 788 675,77	33 231 475,30	- 1 442 799,53
TOTAL GENERAL		31 788 675,77	33 231 475,30	

II. Bilan

A. L'Actif

BILAN ACTIF GPMLM						
Libellé		BRUT	AMT/PROV	2020	2019	Variation
Immobilisations incorporelles :		485 894,91	- 376 155,64	109 739,27	126 639,87	- 16 900,60
Frais d'établissement		-		-	-	-
Frais d'Etudes, de Recherche et de Développement		-		-	-	-
Concessions, Brevets, Licences, Marques		485 894,91	- 376 155,64	109 739,27	126 639,87	- 16 900,60
205100 Logiciels		485 894,91		485 894,91	463 689,21	22 205,70
280510 Amortissements des immobilisations			- 376 155,64	- 376 155,64	337 049,34	- 39 106,30
Avances et Acomptes		-		-	-	-
Immobilisations corporelles :		328 395 057,10	- 90 899 793,56	237 495 263,54	241 286 291,42	- 3 791 027,88
Terrains		91 372 220,22	-	91 372 220,22	91 372 220,22	-
211100 Terrains nus		7 113 628,53		7 113 628,53	7 113 628,53	-
211200 Terrains aménagés		62 766 214,39		62 766 214,39	62 766 214,39	-
211500 Terrains bâtis		21 492 377,30		21 492 377,30	21 492 377,30	-
Constructions		49 183 381,10	- 26 504 895,98	22 678 485,12	24 882 354,22	- 2 203 869,10
213100 Bâtiments		46 216 018,43		46 216 018,43	46 063 653,54	152 364,89
213500 Installations générales, agencements		2 967 362,67		2 967 362,67	2 792 123,28	175 239,39
281310 Amortissement Batiment simple			- 25 526 275,34	- 25 526 275,34	23 248 098,63	- 2 278 176,71
281350 Agencement des agencements des			- 978 620,64	- 978 620,64	725 323,97	- 253 296,67
Installation technique, mat et out indus		178 673 681,29	- 63 606 990,40	115 066 690,89	120 064 387,27	- 4 997 696,38
215200 Outillages, matériels pour portiques		7 242 832,89		7 242 832,89	6 096 259,45	1 146 573,44
215300 Installations à caractère spécifique		169 619 041,63		169 619 041,63	167 896 227,75	1 722 813,88
215400 Matériel industriel		1 811 806,77		1 811 806,77	1 706 304,29	105 502,48
281500 Amortissement installations			- 1 060 822,49	- 1 060 822,49	987 131,52	- 73 690,97
281520 Amort matériels électriques			- 1 877 274,89	- 1 877 274,89	1 288 938,60	- 588 336,29
281530 Amortissement installation à			- 60 668 893,02	- 60 668 893,02	53 358 334,10	- 7 310 558,92
218100 Installations générales, agenc,		22 154,92		22 154,92	22 154,92	-
218200 Matériel de transport		681 855,26		681 855,26	556 953,75	124 901,51
218300 Matériel de bureau et informatique		637 139,01		637 139,01	559 741,52	77 397,49
218400 Mobilier		125 548,94		125 548,94	120 413,83	5 135,11
281800 Amortissement autres			- 302 035,66	- 302 035,66	171 422,73	- 130 612,93
281810 Amortissement des agencementst et			- 22 101,84	- 22 101,84	22 048,76	- 53,08
281830 Amortissement matériel			- 395 264,22	- 395 264,22	318 809,42	- 76 454,80
281840 Amortissement mobilier			- 68 505,46	- 68 505,46	58 122,90	- 10 382,56
Immobilisations en cours		7 699 076,36	-	7 699 076,36	4 278 469,50	3 420 606,86
231300 Construction POINTE SIMON		-		-	-	-
231310 Constructions TOURELLES		349 603,93		349 603,93	372 410,49	- 22 806,56
231320 Outillages PDG		463 095,51		463 095,51	818 948,47	- 355 852,96
231370 Constructions- modernisations		-		-	-	-
231321 Portiques, équipements électriques		415 632,77		415 632,77	58 180,50	357 452,27
231322 Portiques, traitement corrosion		-		-	113 178,00	- 113 178,00
231331 Constructions PDG NORD		790 041,27		790 041,27	677 353,53	112 687,74
231332 Constructions PDG zone logistique		120 923,83		120 923,83	64 509,67	56 414,16
231333 Constructions 4 ème PORTIQUE		84 750,00		84 750,00	70 000,00	14 750,00
231340 Constructions appontement		-		-	1 463,24	- 1 463,24
231350 Constructions et adaptations quai		1 969 901,24		1 969 901,24	181 887,15	1 788 014,09
231360 Constructions et aménagements		1 249 928,49		1 249 928,49	518 142,67	731 785,82
231390 Constructions Gare Inter-îles		199 450,15		199 450,15	15 474,76	183 975,39
231395 Travaux de rénovation des réseaux		80 073,36		80 073,36	80 073,36	-
231396 Supervision Portique		-		-	-	-
231397 Travaux de télésurveillance du		1 053 258,54		1 053 258,54	842 264,54	210 994,00
231398 Travaux de mise à niveau		529,10		529,10	529,10	-
231391 Constructions Bassin de radoud		891 009,67		891 009,67	464 054,02	426 955,65
231400 Constructions travaux divers		17 678,50		17 678,50	-	17 678,50
231406 Village réparation navale &		13 200,00		13 200,00	-	13 200,00
Immobilisations Financières :		325 148,40	-	325 148,40	325 148,40	-
Participations et créances rattachées à des participatio		53 035,51		53 035,51	53 035,51	-
266000 Autre forme de participation		53 035,51		53 035,51	53 035,51	-
Autres titres immobilisés		-		-	-	-
271000 TITRES IMMOBILISES (DT PROP)		-		-	-	-
Prêts		224 134,83		224 134,83	224 134,83	-
274800 Autres prêts		224 134,83		224 134,83	224 134,83	-
275100 Dépôts		7 300,00		7 300,00	7 300,00	-
275110 Avances sur consommation		35 691,13		35 691,13	35 691,13	-
275111 Autres dépôts		4 986,93		4 986,93	4 986,93	-
TOTAL I		329 206 100,41	- 91 275 949,20	237 930 151,21	241 738 079,69	- 3 807 928,48

BILAN ACTIF GPMLM						
Libellé		BRUT	AMT/PROV	2020	2019	Variation
Stocks et en cours :		972 559,91	- 325 234,65	647 325,26	599 686,65	47 638,61
371000	Stock de marchandises	972 559,91	-	972 559,91	961 188,13	11 371,78
397 100	Dépréciation des stocks de	-	325 234,65	325 234,65	361 501,48	36 266,83
Avances et acomptes versés sur commandes		227 605,22	-	227 605,22	126 601,80	101 003,42
409100	Fournisseurs- avances,avoirs,remises	227 605,22	-	227 605,22	126 601,80	101 003,42
409800	Fournisseurs- RRR à obtenir	-	-	-	-	-
Créances		7 947 730,49	- 1 933 214,80	6 014 515,69	7 603 117,16	- 1 588 601,47
Créances clients et comptes rattachés		4 774 823,96	- 1 933 214,80	2 841 609,16	3 216 436,59	- 374 827,43
411100	Clients- ventes de biens ou de	2 791 401,16	-	2 791 401,16	3 153 429,88	- 362 028,72
416000	Clients douteux ou litigieux	1 983 422,80	-	1 983 422,80	1 746 657,69	236 765,11
418000	Clients- produits non encore facturés	-	-	-	-	-
491000	Provision pour dépréciation clients	-	1 933 214,80	1 933 214,80	1 683 650,98	249 563,82
425200	Personnel- acomptes sur salaire	19,32	-	19,32	193,05	- 173,73
437400	Mutuelle GENERALI	3 265,44	-	3 265,44	3 265,44	-
437720	Contribution exceptionnelle	9 007,34	-	9 007,34	9 007,34	-
441100	Etat-subsidiation d'investissement à	2 074 792,49	-	2 074 792,49	2 829 772,49	- 754 980,00
443000	Opérations particulières avec l'Etat,	157 586,19	-	157 586,19	-	157 586,19
443010	Etat droits de port	108 007,00	-	108 007,00	733 577,50	- 625 570,50
444400	Etat-impôts s/les bénéfices	102 257,29	-	102 257,29	102 257,29	-
445660	TVA déductible sur autres biens et	-	-	-	0,00	0,00
445670	Crédit de TVA à reporter	316 915,00	-	316 915,00	127 551,00	189 364,00
445830	Remboursement de TVA demandé	400 000,00	-	400 000,00	580 000,00	- 180 000,00
445620	TVA déductible sur immobilisations	-	-	-	0,00	0,00
467300	Autres comptes débiteurs créditeurs	1 056,46	-	1 056,46	1 056,46	-
Disponibilités		32 588 905,19	-	32 588 905,19	30 595 570,78	1 993 334,41
511200	Chèques à encaisser	-	-	-	5 679,13	- 5 679,13
515000	Trésor	32 585 669,85	-	32 585 669,85	30 586 333,38	1 999 336,47
518800	#N/A	-	-	-	-	-
531000	Caisse	3 235,34	-	3 235,34	3 558,27	- 322,93
TOTAL II		41 736 800,81	- 2 258 449,45	39 478 351,36	38 924 976,39	553 374,97
Charges constatées d'avances		285 716,77	-	285 716,77	79 594,79	206 121,98
486000	Charges constatées d'avance	285 716,77	-	285 716,77	79 594,79	206 121,98
TOTAL III		285 716,77	-	285 716,77	79 594,79	206 121,98
-						
TOTAL GENERAL (I+II+III)		371 228 617,99	-93 534 398,65	277 694 219,34	280 742 650,87	- 3 048 431,53

B. Le Passif

BILAN PASSIF GPMLM				
Libellé		2020	2019	Variation
Apport Financements non rattachés à des actifs		3 053 910,00	3 053 910,00	-
101000	Financements non ratt à actifs	3 053 910,00	3 053 910,00	-
Apports Financement rattachés à des actifs		186 607 734,98	194 855 659,44	- 8 247 924,46
104121	Financement rattaché Etat-apport	261 781 932,29	261 781 932,29	-
104122	Financement rattaché Etat- immo	16 071,90	98 911,54	- 82 839,64
104123	Financement rattaché- mise en	-	-	-
104130	Financement des autres actifs -	57 000,00	48 000,00	9 000,00
104131	Financement - ETAT	6 845 460,71	6 762 621,07	82 839,64
104920	Rep au résultat fin actif en propriété	- 79 904 043,67	- 71 933 615,16	- 7 970 428,51
104921	Rep au résultat - apport	- 1 328 826,42	- 1 328 826,42	-
104930	Rep résultat financement des autres	- 859 859,83	- 573 363,88	- 286 495,95
Apports Financement non rattachés à des actifs		16 480 998,19	16 480 998,19	-
110000	Report à nouveau (solde créditeur)	16 480 998,19	16 480 998,19	-
Primes d'émission, de fusion d'apport		-	-	-
Réserves		44 948 767,55	34 990 823,99	9 957 943,56
106100	Réserve Légale	44 948 767,55	34 990 823,99	9 957 943,56
Autres		-	-	-
Report à nouveau		-	-	-
Résultats de l'exercice		5 150 381,27	9 957 943,56	- 4 807 562,29
Subventions d'investissement		9 125 061,97	9 408 496,02	- 283 434,05
134122	Financement rattaché Région-immo	3 770 005,98	3 770 005,98	-
134162	Financement rattaché	7 048 985,95	7 048 985,95	-
134920	Rep au rés financement rattaché à	- 537 050,37	- 463 540,05	- 73 510,32
134960	Rep au rés finan ratt à des actifs-UE	- 1 156 879,59	- 946 955,86	- 209 923,73
Provisions réglementées		-	-	-
TOTAL I		265 366 853,96	268 747 831,20	- 3 380 977,24
Provisions pour risques		-	-	-
Provisions pour charges		5 029 122,89	5 496 099,14	- 466 976,25
151100	Provisions pour litiges	257 820,00	436 822,70	- 179 002,70
151800	Provisions pour risques:	1 088 246,00	1 252 971,00	- 164 725,00
153100	Provisions pour indemnités de fin de	1 847 000,00	1 743 000,00	104 000,00
153200	Provisions pour médailles du travail	112 000,00	103 000,00	9 000,00
155000	Provisions pour impôts	200 000,00	200 000,00	-
157000	Provision pour charge à répartir	-	-	-
158100	Provisions pour remise en état	1 524 056,89	1 760 305,44	- 236 248,55
TOTAL II		5 029 122,89	5 496 099,14	- 466 976,25

BILAN PASSIF GPMLM				
Libellé		2020	2019	Variation
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		248 757,38	319 121,44	- 70 364,06
164000	Emprunts auprès des établissements	175 572,49	248 757,38	- 73 184,89
164100	Emprunts à moins d'1 an	73 184,89	70 364,06	2 820,83
Emprunts et dettes diverses		523 080,64	481 765,48	41 315,16
165000	Dépôts et cautionnements reçus	520 569,57	478 544,13	42 025,44
168800	Intérêts courus sur emprunts	2 511,07	3 221,35	- 710,28
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 071 982,74	856 899,44	215 083,30
401100	Fournisseurs -achats de biens et	499 566,56	362 961,72	136 604,84
401200	Fournisseurs-ordres de reversement	- 371,09	1 638,29	- 1 267,20
408100	Fournisseurs factures non parvenues	315 541,23	326 248,68	- 10 707,45
408400	Fournisseurs imms - factures non	257 246,04	169 327,33	87 918,71
Dettes fiscales et sociales		5 134 128,36	4 247 837,68	886 290,68
421000	Personnel-Rémunérations dues	1 418,23	1 112,98	305,25
422100	Comité d'entreprise	- 2 118,61	1 721,44	- 3 840,05
425100	Personnel-avances sur salaire	- 500,00	-	- 500,00
427000	Personnel-oppositions et cessions	2 305,09	-	2 305,09
428200	dettes provisionnées pour congés	2 558 158,11	2 096 365,82	461 792,29
428600	Personnel autres charges à payer	-	21 491,00	- 21 491,00
431000	Sécurité sociale	456 389,99	434 424,33	21 965,66
437140	IRCOM	102 346,48	96 220,41	6 126,07
437450	Mutuelle MGPA	40 142,18	12 629,36	27 512,82
437630	Urrpimec	-	-	-
438200	Organismes sociaux/ch sur CONGES	1 239 867,97	1 042 522,72	197 345,25
442 600	Prélèvement à la source	75 043,22	76 387,22	- 1 344,00
447180	Autres impôts taxes et versements	300 400,00	227 482,00	72 918,00
438600	Organismes sociaux- autres charges	79 267,00	83 584,80	- 4 317,80
438700	Organismes sociaux-produit à	64 526,53	19 853,25	44 673,28
438701	PREVOYANCE- IJ à recevoir	88 624,39	14 959,72	73 664,67
447200	Participation employeur formation	9 643,48	17 379,08	- 7 735,60
447810	Participation employeur effort	31 636,92	31 894,57	- 257,65
448200	Charges fiscales sur CP	86 977,38	69 808,98	17 168,40
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		319 729,21	592 532,33	- 272 803,12
404100	Fournisseurs d'immobilisations	131 609,00	370 814,79	- 239 205,79
404700	Fournisseurs d'immo - Retenue de	188 120,21	221 717,54	- 33 597,33
Autres dettes		564,16	564,16	-
467500	Autres comptes débit crédit CCIM	564,16	564,16	-
Produits constatés d'avances		-	-	-
TOTAL III		7 298 242,49	6 498 720,53	799 521,96
Ecart de conversion passif		-	-	-
477000	ECART CONVERSION PASSIF	-	-	-
TOTAL IV		-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		277 694 219,34	280 742 650,87	- 3 048 431,53

Partie 3 : ANNEXE DU COMPTE FINANCIER

L'annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle fournit l'ensemble des informations utiles à la compréhension des données du bilan et du compte de résultat. Elle informe de l'évolution du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'organisme. L'annexe apporte également certains éclairages sur l'activité de l'organisme et l'environnement dans lequel il évolue.

Rappels sur la situation institutionnelle et juridique de l'établissement

A. Forme Juridique

Le Grand Port Maritime de la Martinique est un Etablissement public de l'Etat créé par le décret 2012-1104 du 1er octobre 2012, il est soumis au Code de la commande publique.

B. Missions du GPM

En vertu de l'article L5312-2 du code des transports, dans les limites de sa circonscription, le grand port maritime assure :

- ↗ la réalisation, l'exploitation et l'entretien des accès maritimes ;
- ↗ la police, la sûreté et la sécurité au sens du livre III du Code des ports maritimes ;
- ↗ la gestion de son domaine ;
- ↗ la gestion et la préservation des espaces naturels dont il est propriétaire ou gestionnaire ;
- ↗ la construction et l'entretien des infrastructures portuaires ;
- ↗ l'aménagement et la gestion des zones industrielles ou logistiques liées à l'activité portuaire ;
- ↗ les actions concourant à la promotion générale du port;
- ↗ l'exploitation d'outillages publics.

C. Gouvernance

Le Directoire est composé de trois personnes, dont son Président nommé par décret du président de la République. Il assure la direction et la gestion de l'établissement et il arrête les comptes annuels. Les décisions de cet organe sont collégiales, toutefois seul son président qui porte le titre de Directeur Général dispose de la qualité d'ordonnateur, du pouvoir de recruter et de gérer le personnel.

Le conseil de surveillance est composé de dix-sept membres dont 4 représentants de l'Etat, 4 des collectivités territoriales, 3 du personnel de l'établissement, ainsi que 6 personnalités qualifiées. Il arrête les orientations stratégiques de l'établissement et vote les comptes et l'affectation du résultat.

Le comité d'audit assiste le Conseil de Surveillance dans sa fonction de garant de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité des informations fournies à l'État. Il a la charge de la supervision du contrôle légal des comptes annuels, des risques d'engagement hors bilan significatifs, l'examen et le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Le conseil de développement est consulté sur le projet stratégique et la politique tarifaire et sur toutes les questions que pourraient lui soumettre le conseil de surveillance ou le directoire. Il se compose de vingt membres issus de quatre «collèges» représentant : la place portuaire, le personnel

des entreprises exerçant une activité sur le port, les collectivités territoriales, ainsi que des personnalités qualifiées intéressées au développement du port.

I. Faits caractéristiques de l'exercice.

A. Adoption du projet stratégique 2019-2023

Le 2^{ème} projet stratégique du GPM a été adopté en septembre 2020 et tient compte des premiers effets de la crise du Covid. Il dessine des trajectoires financières prudentes, et un plan pluriannuel d'investissement de 120M€ environ, principalement destinés au volet « port entrepreneur » et dans une moindre mesure, au « port vert ». Un 3^{ème} volet intitulé « port citoyen » traite d'aspects sociaux dont l'incidence financière est faible.

B. Baisse du chiffre d'affaire liée à la crise sanitaire.

La Baisse du chiffre d'affaire de 9% est à comparer à la baisse du tonnage qui plonge de 16%. Cet écart s'explique par le faible rendement financier du pétrole brut, qui est responsable de la majeure partie de la baisse du tonnage. La diminution est d'un niveau similaire à celle du PIB au niveau national.

Le GPM a perdu une grande partie des recettes liées au trafic de passagers, mais la stabilité des besoins domestiques de la Martinique favorise la préservation des marges et la solidité financière de l'établissement

C. Faible niveau des investissements

Après une année 2019 marquée par un niveau et un taux de réalisation des investissements faibles (5.7M et 47%), le total des investissements réalisés est en 2020 reparti à la hausse pour atteindre 7M€ mais il reste en retrait au regard des prévisions du budget rectificatif (13.2M€). En effet :

- les chantiers ont été pour la plupart ralentis voire stoppés par la crise sanitaire
- Plusieurs opérations ont démarré début 2021, le décalage est limité à quelques mois.
- Les difficultés du GPM à mobiliser des subventions semblent récurrentes, et conduisent à prioriser les opérations dont le niveau de rentabilité intrinsèque est suffisant pour contribuer, hors subvention, au développement durable de l'établissement.

D. Aucun financement externe comptabilisé.

Le Grand port a adressé les demandes de subventions prévues au Contrat de convergence territoriale (CCT) mais aucune n'a eu de traduction financière en 2020. Pour l'heure, aucune autorisation d'engagement n'a été accordée par l'Etat. La CTM de son côté a présenté certains dossiers au vote de ses élus, mais aucune convention de financement n'a pu être signée, et par ailleurs aucune remontée de dépense n'a donné l'occasion de comptabiliser des financements externes sur l'exercice.

II. Principes, règles et méthodes comptables.

Cette rubrique de l'annexe comptable mentionne l'application des conventions générales et, le cas échéant, indique et justifie les dérogations aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. En cas de changement de méthode, sont détaillés la justification de ce changement et les effets sur les résultats et les capitaux propres des exercices précédents.

Les règles de comptabilité générale applicables au GPMLM ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de l'action des établissements publics. Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 56 et 57, fait référence à la comptabilité générale.

Ce rapport a été rédigé en application des dispositions réglementaires suivantes :

- Plan Comptable Général
- Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) : Titre III – Chapitre III – Section 4 : Le compte financier.
- Recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP) : Norme 1 « Les états financiers ».
- Recueil des règles budgétaires des organismes (RRBO), partie 5: Présentation du compte financier pour les organismes non soumis à la comptabilité budgétaire.
- Instruction comptable commune M9 n018-0047 du 23/11/2018., Fascicule N° 1 : Modalités de présentation du compte financier.
- Circulaire du 28 juillet 2020 relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et opérateurs de l'Etat pour 2021

Les états financiers des organismes présentent de nombreuses similitudes avec ceux des entreprises, les dispositions de droit commun s'appliquent sauf exceptions :

- Au bilan, la présentation des capitaux propres telle que prévue par le Plan comptable général n'a pas été considérée comme adaptée aux organismes. Pour ces derniers, sont mis en évidence les financements d'actifs, conformément aux dispositions normatives.
- Au bilan, le Plan comptable général ne prévoit pas la présentation, parmi les ressources, d'un solde de trésorerie, contrairement à ce qui est prévu pour les organismes.
- Au compte de résultat, des rubriques de charges d'intervention, de produits avec contrepartie directe et de produits sans contrepartie directe ont été créées alors qu'elles n'existent pas dans le Plan comptable général.
- Les dispositions du Plan comptable général sur la formation d'un résultat exceptionnel n'ont pas été reprises dans le Recueil ; ce solde n'apparaît donc pas sur la face du compte de résultat.

Le GPM fait partie des établissements non soumis à la comptabilité budgétaire en autorisations d'engagements et crédits de paiement limitatifs. Par conséquent il est soumis aux titres I et III du décret GBCP à l'exclusion des 1° et 2° de l'article 175 et des articles 178 à 185 et 204 à 208. Par ailleurs, le plan de comptes commun a été appliqué dès 2018 à l'exception de quelques subdivisions, sans pour autant nuire à la lisibilité et à la sincérité des comptes.

Les éléments ci-après rappellent les méthodes comptables et financières utilisées par le GPMLM.

A. Immobilisations.

La norme n°6 du Recueil indique « compte tenu de la diversité des immobilisations détenues par les organismes et de la frontière parfois ténue entre immobilisation et charges, des seuils unitaires de signification peuvent être fixés par l'organisme ». Elle s'élève à 500€ au GPMLM. Les immobilisations corporelles et incorporelles acquises à titre onéreux ou produites à la date d'entrée dans le patrimoine sont évaluées initialement :

- ↪ à leur coût d'acquisition, pour les actifs acquis à titre onéreux
- ↪ à leur coût de production, pour les actifs produits par l'établissement.
- ↪ à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit. Les financements rattachés à des actifs déterminés sont repris au même rythme que l'amortissement économique du bien concerné.

Les opérations pluriannuelles, rentrant dans le cadre des immobilisations en cours, sont comptabilisées suivant la méthode de la facturation partielle au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les productions immobilisées sont valorisées au coût de production qui comprend essentiellement les charges de personnels, déterminées sur la base des temps passés par les agents sur les différentes opérations investissements. Ces montants sont ensuite répartis au prorata parmi les composants des investissements.

B. Amortissements

L'amortissement s'effectue « prorata temporis » et de façon linéaire dès la mise en service du bien. Pour les biens qui nécessitent une approche par composant, les amortissements sont pratiqués selon les durées ci-après :

Immobilisation / Composant	Durée d'amortissement (années)
Accessoires outil	15
agencement des bâtiments	10
Anode	15
Appareils de quai	10
autres mobiliers	10
Bâtiment simple	20
Bureaux	20
Centrale de climatisation	15
Chambre froide	15
Charpente	25
Charpente anti-sismique	50
Clôtures et portails	10
Couche de fondation	20
Couverture	20
Creusement de la darse / Terrassement / Ramblais	100
Crocs d'amarrage	15
Démolition	40
Digues, jetées, carapaces	25
Distribution électrique	12
Enrobée de couche de roulement	10
Fondations plateforme	20
Fondations quais gravitaires	100
Fondations quais palplanches	50
Fondations quais parois moulées	70
Fondations quais rideaux mixtes	50
Fondations quais sur pilotis/pieux	50
Génie civil	20
Génie civil anti-sismique	50
Huisseries	15
Ligne de mouillage	10
logiciel bureautique	5
logiciel d'exploitation	5
matériel de bureau	5
matériel de transport : véhicule	5
matériel hydraulique	5 à 15
Matériel divers	5
Matériel électrique et électronique	5 à 10
Matériel moteur mécanique	5 à 10
Materiel informatique écrans et serveurs	5
matériel informatique Poste Client/Portable	3
Matériel pour portiques	5 à 15
Mécanique	12
meublier de bureau	10
Motorisation thermique	10
Outillage	15
Passerelle	15
Peinture, Protection anti-corrosion	15
Protection cathodique	10
Rail de grue	50
Réseau d'information	10
Réseau incendie	15
Sécurité des accès	10
VRD	20
VRD (Assainissement)	10

C. Provisions

Le GPMLM constitue des provisions chaque fois qu'un risque réel et quantifiable est caractérisé. La constitution de ces provisions répond aux exigences de la comptabilité publique en la matière, et notamment la norme 12 « Les passifs non financiers » du Recueil des normes comptables. Les montants ont été évalués et documentés par les services concernés du port.

Le taux d'actualisation des projections actuarielles retenues pour les indemnités de fin de carrière (IFC) et les médailles du travail (MT) descend à 0.5% en 2020 contre 0.7% en 2019, 1.5% en 2018 et 1.35% en 2016 et 2017.

Depuis 2019, la provision pour les congés non pris est désormais calculée en fonction du résultat le plus favorable pour chaque agent entre la méthode du « maintien » et celle du « dixième ».

Enfin concernant les provisions pour créances douteuses, au-delà des règles habituelles de constatation (créances > 12 mois), le port déprécie des créances contestées ou dont le débiteur est économiquement fragilisé.

D. Stocks

Le Grand Port pratique l'inventaire intermittent par dénombrement annuel. Les pièces du magasin du centre technique du terminal à conteneurs de la Pointe des Grives et de l'hydrobase sont comptabilisées en stocks s'il s'agit de consommables et en immobilisations s'ils sont indissociables d'un élément de l'actif.

A la clôture 2016. Les éléments pour lesquels une valorisation ne pouvait être déterminée de manière fiable ou pour lesquels il existait un doute sur leur potentiel de services ont fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

Depuis cette dépréciation évolue au fur et à mesure des consommations des articles dépréciés et des travaux de fiabilisation. En cas de nouvelle commande, les articles précédemment dépréciés sont valorisés au dernier prix d'achat.

E. Créances

Les créances supérieures à 12 mois, ou faisant l'objet d'un contentieux, ainsi que les créances des clients placés en procédure collective sont provisionnées à 100%, à l'exception des créances ayant donné lieu à un délai de paiement ou pour lesquelles le recouvrement n'est pas jugé compromis.

F. Rattachement des charges à l'exercice

Le rattachement des charges à l'exercice est effectué en répertoriant les factures non parvenues pour lesquelles le service fait a été constaté en 2020. Elles sont régularisées sur l'exercice suivant selon le régime de l'extourne.

G. Impôts et taxes.

1) Impôt sur les Sociétés.

Jusqu'au 31 décembre 2017, les ports français étaient exonérés d'IS en application d'une tolérance administrative. Cette dernière a été supprimée et les établissements portuaires sont depuis le 1er janvier 2018 soumis à l'IS dans les conditions de droit commun.

2) Taxe Foncière.

Une méthode d'évaluation alternative du montant de la Taxe Foncière due par les GPM fait l'objet d'un amendement à la loi de finances 2021 déposé par le gouvernement le 9 novembre 2020. Elle s'écarte des évaluations classiques (méthodes comparative ou industrielle) pour retenir une évaluation forfaitaire en fonction du nombre de mètres linéaire de quais et de leur cote d'exploitation.

L'objectif visé est d'aboutir à des montants adaptés à la rentabilité limitée des actifs portuaires, elle doit entrer en application en 2024. « Dans chaque port, l'autorité portuaire souscrit, au plus tard le 1er janvier 2022, une déclaration précisant, à la date du 1er janvier 2021, les informations relatives à chacun des biens mentionnés au I de l'article 1501 bis du code général des impôts (...) L'autorité portuaire souscrit également, au plus tard le 1er janvier 2023, une déclaration précisant, à la date du 1er janvier 2022, les informations relatives à l'ensemble des autres biens passibles d'une taxe foncière situés dans leur emprise. »

3) Cotisation foncière des entreprises et CVAE

L'exonération de CFE et de CVAE a été maintenue pour l'année 2020 (art. 1449 du CGI).

>> Les autres impôts et taxes acquittés par le GPMLM concernent les charges de personnel et les véhicules.

H. Absence de résultat exceptionnel.

Il s'agit d'une particularité de l'instruction comptable M9 appliquée depuis l'exercice 2017.

I. Droits de port

En vertu de l'article R5312-74 du code des transports, « les droits de port dont la perception est autorisée au profit du grand port maritime sont recouverts par l'administration des douanes, conformément au 4 de l'article 285 du code des douanes. Les frais de perception et de procédure afférents à ces droits sont supportés par le grand port maritime dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé du budget. Le produit des droits est versé au port par les soins du service des douanes. Les services des douanes fournissent les renseignements nécessaires au suivi des recettes au grand port maritime. »

Les droits de douane sont comptabilisés lors de leur encaissement, plutôt qu'en droits constatés,, c'est donc la date de versement du service des douanes qui sert au rattachement. En application des dispositions du code des transports et du code des douanes, les droits de ports sont communiqués mensuellement par le service des douanes. Les produits sont comptabilisés et encaissés sur la base des relevés fournis par les douanes qui sont dépourvus d'informations relatives aux restes à recouvrer et aux escales auxquelles se rattachent les versements.

Des travaux ont été engagés en 2020 afin de passer à une comptabilité d'engagement, il est prévu qu'ils aboutissent en 2021 pour les droits de port passagers et navire. Le GPMLM s'attache à fiabiliser le calcul des DP effectué en interne afin qu'il constitue une pièce justificative de recette probante, et à consolider ses relations avec la Douane afin que les encaissements de DP puissent être rapprochés de ces pièces avec une fiabilité suffisante pour que les écarts puissent être expliqués et résolus.

Le GPMLM a par ailleurs décidé de simplifier le barème portuaire pour le conteneur dont le tarif est désormais forfaitisé, ce qui devrait permettre d'évaluer les DP marchandise avec une plus grande précision.

III. Notes relatives aux postes du bilan

A. Actif immobilisé

1) Variation des immobilisations corporelles et incorporelles.

Pour l'exercice 2020, le port n'a enregistré aucune sortie d'actif, les mises en services et acquisitions viennent augmenter la valeur de l'actif brut de 3 552K€.

Tableau de variation des Immobilisations au 31 12 2020						
Numéro de compte	Libellés	31/12/2019	Acquisition	Mise en service	Sorties	total compte
205 100	Logiciels	463 689	22 206			485 895
211 100	Terrains nus	7 113 629				7 113 629
211 200	Terrains aménagés	62 766 214				62 766 214
211 500	Terrains bâtis	21 492 377				21 492 377
213 100	Bâtiments	46 063 654	152 365			46 216 018
213 500	Installations générales, agencement	2 792 123	153 631	21 608		2 967 362
215 200	Outillages, matériels pour portique	6 096 259	635 631	510 943		7 242 833
215 300	Installations à caractère spécifique	167 896 228	120 908	1 601 906		169 619 042
215 400	Matériel industriel	1 706 304	105 502			1 811 807
218 100	Installations générales, agenc,	22 155				22 155
218 200	Matériel de transport	556 954	124 902			681 855
218 300	Matériel de bureau et informatique	559 742	77 397			637 139
218 400	Mobilier	120 414	5 135			125 549
Total		317 649 742	1 397 677	2 134 457	-	321 181 875

Etat de variation des amortissements et dépréciations				
En K€	2 019	Dotation aux amortissements 2020	Reprise 2020	2 020
Concessions, Brevets, Licences, Marques	337 049	39 106	-	376 156
Constructions	24 000 766	2 531 473	-	26 532 240
Installation technique, mat et out indus	55 634 404	7 972 586	-	63 606 990
Autres	570 404	217 503		787 907
	80 542 624	10 760 669	-	91 303 293

En K€	2 019	Dotation 2020	Reprise 2020	2 020
Immobilisations incorporelles	337 049	39 106	-	376 156
Immobilisations corporelles	80 205 574	10 721 563	-	90 927 137
TOTAL	80 542 624	10 760 669	-	91 303 293

2) Immobilisations en cours

En 2020 les travaux effectués dans l'année excèdent largement le montant des mises en service, de ce fait les travaux en cours augmentent de 3 421K€ après une baisse de 1732K€ enregistrée en 2019.

Variations des immos en cours en 2020						
Compte	Projet	2 019	Travaux 2020	Mise en charge/Extourne	Mise en service	2 020
231 310	Construction Tourelles					
	Diagnostic Hangar des tourelles/Renforcement sismique gare	46 663,30				46 663,30
	Aménagement Salon VIP	5 775,00			5 775,00	0,00
	Interface ville/port	11 970,00			11 970,00	-
	Dispositif de SAS et de contrôle TC TOURELLES M2017-117	117 452,84				117 452,84
	OPD-19002 Travaux d'entretien TAC PDG M2018-104	88 797,84			88 797,84	-
	TRAVAUX DE CLOTURES ET PORTAILS TOURELLES - M2018-106-OPD19-001		17 914,73			17 914,73
	Réhabilitations des installations électriques du GPMLM - M2019-205		86 892,50			86 892,50
	Production Immobilisée	101 751,60	51 710,98		72 781,93	80 680,65
	TOTAL	372 410,58	156 518,21	-	179 324,77	349 604,02
231 320	Outillage PDG					
	Rails télescopiques M2015-202	191 993,00				191 993,00
	Soudure rails poutre portiques M2016-214	73 257,50				73 257,50
	Fourniture spreaders longtwin stinis pour portiques M2019-204	506 757,52			506 757,52	-
	Fourniture 450M de bande Panzerblet Portiques M2019-203 LOT 1	46 940,45	150 904,56			197 845,01
	OD à passer		-			-
	TOTAL	818 948,47	150 904,56	-	506 757,52	463 095,51
231 321	Équipements électriques portiques					
	RPL équipements obsolètes sur les portiques TAC PDG M2017-001	58 180,50	357 452,27			415 632,77
	TOTAL	58 180,50	357 452,27	-	-	415 632,77
231 322	Traitement corrosion portiques et équipements					
	Etude corrosion et fatigue structurelle des portiques PDG M2017-208	113 178,00		113 178,00		-
	TOTAL	113 178,00	-	113 178,00	-	-
231 331	CONSTRUCTION PDG NORD					
	Production Immobilisée	28 693,12	25 825,02			54 518,14
	Etudes préalables	174 383,23	11 950,00			186 333,23
	Mission de maîtrise d'œuvre relative aux extensions du terminal à conteneurs CEREMA/ARTELIA	401 400,00				401 400,00
	Coordination sécurité protection santé PDG NORD M2017-121	9 778,25				9 778,25
	MISSION VISA APPUI DET POUR EXTENSION NORD TAC PDG MC2018-103	37 250,69				37 250,69
	Mission DET volet PDG NORD M2018-101		74 142,71			74 142,71
	MARQUAGE PDG M2013-118	25 848,22				25 848,22
	Mission SPS Réalisation duc d'amarrage TAC PDG					-
	Mission SPS Réalisation duc d'amarrage TAC PDG		770,00			770,00
	TOTAL	677 353,51	112 687,73	-	-	790 041,24
231 332	PDG Volet 3					
	Production Immobilisée	7 340,20	8 167,69			15 507,89
	Etudes préalables	36 793,04	5 950,00			42 743,04
	Missions géotechniques G1&G2 M2019-102		42 296,47			42 296,47
	MOE Opération Volet 3 Extension PDG arriere port M2017-122	20 376,43				20 376,43
	TOTAL	64 509,67	56 414,16	-	-	120 923,83

Variations des immos en cours en 2020						
Compte	Projet	2 019	Travaux 2020	Mise en charge/Extourne	Mise en service	2 020
231 333	Achat 4ème portique					
	AMO Acquisition nouveau portique à conteneur M2018-201 LOT1	70 000,00	14 750,00			84 750,00
	TOTAL	70 000,00	14 750,00	-	-	84 750,00
231 340	Appontement PétroMin					
	Renforcement éclairage APETMIN	1 400,00	34 820,51		36 220,51	-
	Production Immobilisée	63,24	3 999,82		4 063,06	0,00
	TOTAL	1 463,24	38 820,33	-	40 283,57	0,00
231 350	Const Rep quai Hydrobase					
	Assistance MO prescriptions techniques tx réparation des quais	11 400,00	11 147,95		22 547,95	-
	Assistance MO réseaux secs secteur est Hydrobase		28 830,00			28 830,00
	MMOE Aménagement des réseaux sur le secteur Est M2017-102	118 650,40	52 250,54			170 900,94
	Aménagement des réseaux secs secteur Est Hydrobase - M2019-103		1 636 935,13			1 636 935,13
	Production Immobilisée	51 836,75	100 476,72		19 078,30	133 235,17
	TOTAL	181 887,15	1 829 640,34	-	41 626,25	1 969 901,24
231 360	Const. Maitrise d'ouvrage Pointe Des Grives					
	Ren° protections cathodiques M2016-111 LOGICIEL	177 750,00			177 750,00	-
	Ren° protections cathodiques M2016-111 HYDROBASE	138 020,00			138 020,00	-
	Restructuration Contrôle extérieur TAC PDG M2014-124	175 400,26				175 400,26
	Travaux de reprise de marquage TAC PDG M2018-107 OPA20-002		44 738,11			44 738,11
	OPD-20001 Travaux d'entretien TAC PDG M2018-104		1 627 034,08		614 471,84	1 012 562,24
	Production Immobilisée	26 972,41	201 688,32		211 432,85	17 227,88
	TOTAL	518 142,67	1 873 460,51	-	1 141 674,69	1 249 928,49
231 390	Const. Gare Maritime					
	Réaménagement Rondonde TZI	15 474,76	40 227,00			55 701,76
	Aménagement de la Rotonde (planchet&étage)Gare Maritime M2019-117 Lot1		104 125,19			104 125,19
	Production Immobilisée		39 623,10			39 623,10
	TOTAL	15 474,76	183 975,29	-	-	199 450,05
231 391	Const. bassin radoub					
	Production Immobilisée Travaux entretien Bassin Radoub	83 721,28	65 152,39			148 873,66
	Etude faisabilité MES système collecte et traitement ESP Quai ouest	24 140,00				24 140,00
	MOE Mise en sécurité environnement et exploitation Radoub M2017-109	140 115,00	39 308,25			179 423,25
	Trx gardes corps et escaliers pour la forme de Radoub - DCE M2018-118	177 315,97	246 247,08			423 563,05
	Réfection toiture hangar MULTICAP & MADININA VERTIGE M2019-104 MC2016-118	38 761,72	71 081,97			109 843,69
	MOE Modernisation Bassin radoub - M2020-108		5 165,96			5 165,96
	TOTAL	464 053,97	426 955,65	-	-	891 009,61
231 395	Diagnostic des réseaux d'eaux					
	Diagnostic des réseaux d'eaux M2016-207	66 973,36				66 973,36
	Mission complémentaire directoire	13 100,00				13 100,00
	TOTAL	80 073,36	-	-	-	80 073,36
231 397	Télésurveillance du port					
	Fourniture et installation système vidéo protection M2017-301	842 264,54	210 994,00			1 053 258,54
	TOTAL	842 264,54	210 994,00	-	-	1 053 258,54
231 398	Mise à Niveau Bellefontaine					
	Production Immobilisée	529,10				529,10
	TOTAL	529,10	-	-	-	529,10
231 400	Const. Trav divers					
	TRAVAUX DE CLOTURES DIVERS SITES M2018-106-OPD19-003		17 678,50			17 678,50
	TOTAL	-	17 678,50	-	-	17 678,50
231 406	Village réparation navale					
			13 200,00			13 200,00
	TOTAL	-	13 200,00	-	-	13 200,00
	TOTAL	4 278 469,50	5 443 451,55	113 178,00	1 909 666,80	7 699 076,25

3) Immobilisations financières

Immobilisations financières				
	2 019	Acquisitions	Cessions	2 020
Titres immobilisés	53 035,51			53 036
Prêts	224 134,83		-	224 134,83
Dépôts et garantie	47 978,06			47 978
TOTAL	325 148	-	-	325 148

Le prêt inscrit pour 236K€ depuis la création de l'établissement correspond à une Participation de l'employeur à l'effort construction (1% logement). Une convention a été passée en 2019 avec la CCIM pour définir les modalités de remboursement du GPLM et ajuster le montant à 224K€. Les remboursements ont commencé en 2021.

B. Actif circulant

a. Stocks

Les stocks du port ont fait l'objet d'une dépréciation en 2016 en raison du manque de justificatifs de valorisation d'un grand nombre d'articles. En 2017 le GPMLM a justifié la partie des stocks dépréciés correspondant aux acquisitions depuis 2014, dont il a résulté une reprise de la dépréciation à hauteur de 74K€.

Depuis 2017, les travaux de fiabilisation de l'applicatif Maximo, les consommations et les nouvelles commandes conduisent à chaque fin d'exercice à actualiser la valeur du stock, et à réévaluer la dépréciation.

Pour 2020 la valeur du stock en valeur brute a peu évolué (+11K€ contre +169K€ en 2019), la reprise sur dépréciation s'élève à 36K€.

b. Créances

La totalité des créances du port est en baisse et passe de 9 738K€ en 2019 à 8 499K€ en 2020

Provision clients douteux : En 2020, 94% des nouvelles provisions concernent un seul client douteux. Concernant les reprises de provisions, qui correspondent à des encaissements pour la plupart effectués par le biais de saisies administratives à tiers détenteur. La systématisation des poursuites a largement contribué à une reprise de provision de 158K€ en 2020, 236K€ en 2019, contre seulement 26K€ en 2018 et 6K€ en 2017.

Compte tenu des dotations et des reprises, le total des créances douteuses HT passe de 1 747K€ en 2019 à 1 983K€ en 2020, soit une augmentation de 236K€ faisant suite à une augmentation de 345K€ en 2019.

Ce total de 1983K€ se décompose ainsi :

- 474K€ : créances définitivement compromises pour lesquelles le grand port dispose des justificatifs permettant de les passer les créances en non-valeur.
- 1 150K€ : créances d'un client douteux dont les créances sont provisionnées à 100% depuis 2018. Il est en procédure collective depuis le 10 juillet 2020 et n'a pas inscrit le GPM dans la liste des créanciers transmise au mandataire judiciaire. Par suite ce dernier n'a pas averti le port de l'ouverture de la procédure collective pour l'inviter à déclarer sa créance. Bien que cet avertissement du GPMLM soit une obligation prévue à l'art. R622-21 du code de Commerce, la déclaration de créance présentée le 2 octobre 2020 a été rejetée par le mandataire judiciaire, puis une demande de relevé de forclusion a été rejetée en 1^{ère} instance par le Tribunal de Commerce de Fort-de-France. Le GPMLM a fait appel. Depuis l'ouverture de la procédure de redressement, l'administrateur judiciaire a refusé d'honorer les créances courantes, et fait une opposition à titre exécutoire auprès du Tribunal administratif dont l'effet suspensif a eu pour conséquence l'arrêt des poursuites sur les créances postérieures à l'ouverture.
- 359K€ : créances pour lesquelles le recouvrement se poursuit, à la fois à travers de poursuites, de plans de redressement, et de délais de paiements.

Le total des créances clients est en baisse de 125K€, l'augmentation des créances douteuses étant compensées par la diminution des créances courantes de 362K€.

Les créances auprès de l'Etat concernent les droits de port, des versements de subvention et du crédit de TVA. L'encaissement d'une subvention de 755K€ (solde CPER) et la variation du compte de tiers « Etat/droits de port » de 625K€ entraînent une baisse de l'ensemble des créances du GPMLM de 1 213K€.

La ligne « **autres** » (créances à court terme) regroupe les avances sur marchés qui sont reprises au gré de leur exécution.

Tableau de ventilation des créances				
En K€	31/12/2020	A un an au plus	De un an à cinq ans	A plus de cinq ans
Prêts	224 135			224 135
Autres immobilisations financières	101 014			101 014
TOTAL I	325 148	-	-	325 148
Créances clients	2 791 401	2 791 401		
Clients douteux	1 983 423	407 740	1 230 832	344 851
Créance personnel	12 292	12 292		
Etat	3 159 558	3 159 558		
Autres	227 605	227 605		
TOTAL II	8 174 279	6 598 596	1 230 832	344 851
TOTAL	8 499 428	6 598 596	1 230 832	669 999

c. Disponibilités

La trésorerie atteint 32 589K€ au 31 12 2020, le détail de l'évolution mensuelle est présenté en partie 4 tableaux GBCP n°5 « suivi mensuel des flux de la trésorerie ». La progression en 1 an est de 1993K€, contre 714K€ en 2019 et 3.4M€ en 2018.

d. Charges constatées d'avance

Il s'agit de dépenses d'assurances et d'abonnements

C. Passif

a. Variation des fonds propres

La variation s'explique principalement par l'affectation du résultat 2019 et par les financements rattachés aux transferts de l'Etat à titre gratuit.

Tableau de variation des fonds propres				
(En €)	Solde 31/12/2019	Augmentation	Diminution	Solde 31/12/2020
Finan non ratt à actifs déterminés	3 053 910	-	-	3 053 910
Financements non rattachés à des actifs	16 480 998	-	-	16 480 998
Financement rattaché Etat-Apport du 01/01/2013	261 781 932	-	-	261 781 932
Financement rattaché Etat-Immobilisations en cours	98 912	-	82 840	16 072
Financement des autres actifs – Etat	48 000	9 000	-	57 000
Financement - ETAT	6 762 621	82 840	-	6 845 461
Financement rattaché Région-Immobilisations en cours	3 770 006	-	-	3 770 006
Financement rattaché FEDER-Immobilisations mises en service	7 048 986	-	-	7 048 986
Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en pleine propriété-Etat	- 71 933 615	-	7 970 429	- 79 904 044
Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des immobilisations mise en service Etat	- 1 328 826	-	-	- 1 328 826
Reprise Résultat financement ETAT	- 573 364	-	286 496	- 859 860
Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des immobilisations mise en service Région et Europe (FEDER)	- 1 410 496	-	283 434	- 1 693 930
Réserve légale	34 990 824	9 957 944	-	44 948 768
Résultat	9 957 944	-	4 807 562	5 150 381
TOTAL	268 747 831	10 049 783	13 430 760	265 366 854

b. Financements reçus

Ils sont en forte baisse à 9K€ contre 775K€ en 2019.

Subventions comptabilisées sur immobilisations mises en service					
Composants	FEDER (europe) 134162	Etat (FIDOM / CPER) 104131	Région 133122	Bonus Ecologique	TOTAL
Aménagement Bassin Radoub		-			-
Pointe des Grives		-			-
Aménagement Hydrobase		-			-
Appontement Petmin		-			-
Pointe SIMON		-			-
3 Véhicules électriques				9 000,00	9 000,00

c. Provisions de l'exercice

En €	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
151 800 Provisions environnementales :	1 252 971,00	-	164 725,00	1 088 246,00
Traitement des eaux-Déshuileurs décanteurs	375 971,00			375 971,00
Frais LADY GRACE	-			
Démantèlement des navires CAPAG	680 000,00		164 725,00	515 275,00
Démolition BRUDEY	197 000,00	-		197 000,00
153 100 Provision IFC :	1 743 000,00	104 000,00		1 847 000,00
Calcul EY	1 743 000,00	104 000,00		1 847 000,00
153 200 Provision Médailles du Travail :	103 000,00	9 000,00		112 000,00
Calcul EY	103 000,00	9 000,00		112 000,00
153 300 Provisions sociales :				
Provision CCNU				
158 100 Provisions remises en Etat :	1 760 305,44	268 957,84	505 206,39	1 524 056,89
ENA Bassin de radoub étanchéité du bateau Porte	223 000,00	226 563,30		449 563,30
Remise en état du bâtiment DEAL	-			
dépollution sol secteur centre	500 000,00			500 000,00
Caniveau de la gare inter île	100 000,00			100 000,00
Quai hydrobase	-			
Quai hydrobase refection pourtrason dalles en béton armé partie centrale et partie SUD	489 291,50		489 291,50	-
Gros entretien équipements Pointe Simon	300 780,48			300 780,48
Mise au norme hangar carénage	40 000,00			40 000,00
Remise en état carénage / litige sortie carénantilles	50 000,00		15 914,89	34 085,11
Fuites réseaux AEP PDG+PS	22 005,46	42 394,54		64 400,00
Défenses quai pétrolier hydrobase	35 228,00			35 228,00
151 100 Provisions pour litiges	436 822,70		179 002,70	257 820,00
ENA réclamation dédommagement client	257 820,00			257 820,00
Provisions litige en cours avec un salarié (non utilisée)	179 002,70		179 002,70	-
155 000 Provision pour Impôt	200 000,00		-	200 000,00
Litige TVA état	200 000,00			200 000,00
Total	5 496 099,14	381 957,84	848 934,09	5 029 122,89

En 2019 le Grand port avait constaté d'importantes reprises, avec une forte incidence sur le résultat comptable, une reprise de 2 595K€ pour l'immeuble Bishop n'ayant pas donné lieu à des dépenses vu l'absence de travaux réalisés.

En 2020, le solde des dotations et reprises de provision, hors provision congés payés non pris, débouche sur une diminution du niveau des provisions de 467K€. Les nouvelles dotations aux provisions environnementales et pour remise en état se limitent à des compléments aux provisions déjà enregistrées pour 269K€, les provisions d'indemnité de fin de carrière et de médaille du travail sont moins importantes qu'en 2019 en raison de la baisse du taux d'actualisation et du versement de prestations de 80k€ sur l'exercice, les dotations annuelles passent de 179K€ à 113K€. Les reprises de provisions pour 849K€ sont toutes constatées à la suite de charges du même montant décaissées en 2020, à l'exception du contentieux éteint avec un salarié pour 179K€ qui n'a pas été utilisée.

d. Dettes.

Tableau de ventilation des dettes				
En €	31/12/2020	A un an au plus	De un an à cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	248 757	73 184,89	175 572	
Emprunts et dettes diverses	523 081			
Avances et acomptes reçus reçus sur commandes en cours	-			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	814 737	814 737		
Dettes fiscales et sociales	5 134 128	5 134 128		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	576 975	576 975		
Autres dettes	564	564		
TOTAL	7 298 242	6 599 589	175 572	-

Le GPM n'a pas contracté d'emprunt nouveau en 2020. Le seul emprunt en cours demeure celui accordé par la Caisse Française de financement local : 924 000€ sur 15 ans au taux fixe de 3.95%, payable par échéances trimestrielles.

Le total des dettes est en hausse de 800K€ en raison de l'augmentation de 886K€ de dettes fiscales et sociales, dont la progression correspond à la provision congés payés : + 659K€ avec les charges, soit 82% de l'augmentation du total des dettes.

La moitié des dettes fiscales et sociales du GPM sont constituées par une provision pour les congés payés non pris (2 558K€).

La quasi-totalité des dettes fournisseur à court terme constatées au 31 12 2020 ont été réglées en début d'exercice 2021.

IV. Notes relatives au compte de résultat

A. Produits

a. **Produits de fonctionnement :**

Les recettes de fonctionnement se répartissent principalement entre prestations de service (chiffre d'affaire) et quelques produits de gestion courante. L'ensemble des produits connaît une baisse significative et inédite de 9.15% qui est inégalement répartie :

Les **droits de port** (DP) représentent à eux seuls 61% des recettes, ces recettes sont comptabilisées par le GPM lors de leur reversement par la DRFIP après encaissement par la Douane (voir page 40). Le GPM comptabilise cette recette au regard des flux de trésorerie encaissés par la Douane (voir page 40).

La baisse des DP Navire (-7.5%) est bien plus limitée que celle du nombre d'escales (-41%). En effet, les escales marchandises sont même en légère croissance (3%), et les escales perdues correspondent à des bateaux de petite taille, ainsi la baisse des escales inter-îles (-76%) absorbe à elle seule 69% de la baisse du nombre d'escales.

La baisse des DP Marchandises (-6%) est lui aussi nettement inférieure à la baisse du tonnage (-16%, soit 514 877t) car la baisse du trafic pétrolier (233 856t) a une incidence financière limitée vu le barème portuaire.

La baisse des DP passagers (-30%) n'est pas corrélée avec l'évolution du trafic (-46%). Selon l'analyse du GPMLM l'écart s'explique par le secteur de la croisière dont les déclarations d'escales sont systématiquement tardives - plusieurs mois- ce qui revient à faire peser sur le GPM le poids de délais de paiement obtenus par ce biais. Ainsi pour 2020, le GPM calcule un DP passagers de 411 972€ pour la croisière, dont 112 451€ correspondent à des escales de 2019, et l'établissement a continué à encaisser les DP passagers importants après le mois de mars malgré les restrictions très fortes du trafic.

Les **recettes d'outillage** suivent l'orientation des trafics, mais leur baisse (-6%) est plus limitée que celle du nombre d'EVP (-8%, soit 13 800EVP). En effet la chute du trafic de transbordement, il est divisé par 2, explique à elle-seule la baisse du nombre d'EVP (14 000EVP). Ainsi la ristourne accordée pour ce trafic passe de 617K€ en 2019 à 344K€ en 2020. Le trafic domestique de conteneurs pleins, qui est un indicateur de la demande intérieure martiniquaise, reste stable.

Les **recettes domaniales** résistent très bien avec une progressions globale de 3.26% pour atteindre 3 576K€ (+113K€), et ce malgré la forte baisse des locations de courte durée (dites « banales ») qui chutent de 41% (-61K€), et les remises accordées suite au Covid aux amodiataires les plus touchés par la crise (-64K€). Cette progression s'explique en partie par des rattrapages de facturations suite à des AOT renouvelées tardivement (113K€), mais aussi par des nouveaux contrats et l'évolution des tarifs.

Les recettes de **services aux navires** sont les plus lourdement touchées par la crise du Covid19, elles sont en effet le plus souvent directement corrélées au nombre de passagers (-46%), et par ailleurs diminuées du montant des remises accordées sur les redevances de sureté et de sécurité (-100K€).

Les **services aux amodiataires** résistent mieux avec une baisse de 125K€ dont 90K€ de vente d'électricité : les espaces loués ont connu une baisse de consommation liée aux confinements, au télétravail et à la baisse d'activité. A noter également la forte baisse du service téléphonie et internet qui passe de 30K€ à 14K€ pour les mêmes raisons, ainsi que le recours à la téléphonie IP.

La **réparation navale**, historiquement classée dans les services, connaît une baisse de 95K€ dont 60K€ correspondent à un avoir comptabilisé en 2020 et qui concerne 2018 et 2019, mais aussi à des ajustements de surfaces louées, de facturation et de redevance sur chiffre d'affaire. Cette recette, comme l'année dernière, a été provisionnée, à la fois pour le hangar occupé sans droit ni titre, mais aussi pour la forme de radoub dont les loyers sont contestés et non payés.

Les **autres services** regroupent notamment les redevances sur chiffre d'affaire des amodiataires, cette recette est par nature variable, et les déclarations de CA sont souvent très tardives, l'évolution positive de ce compte correspond en 2020 à des rattrapages.

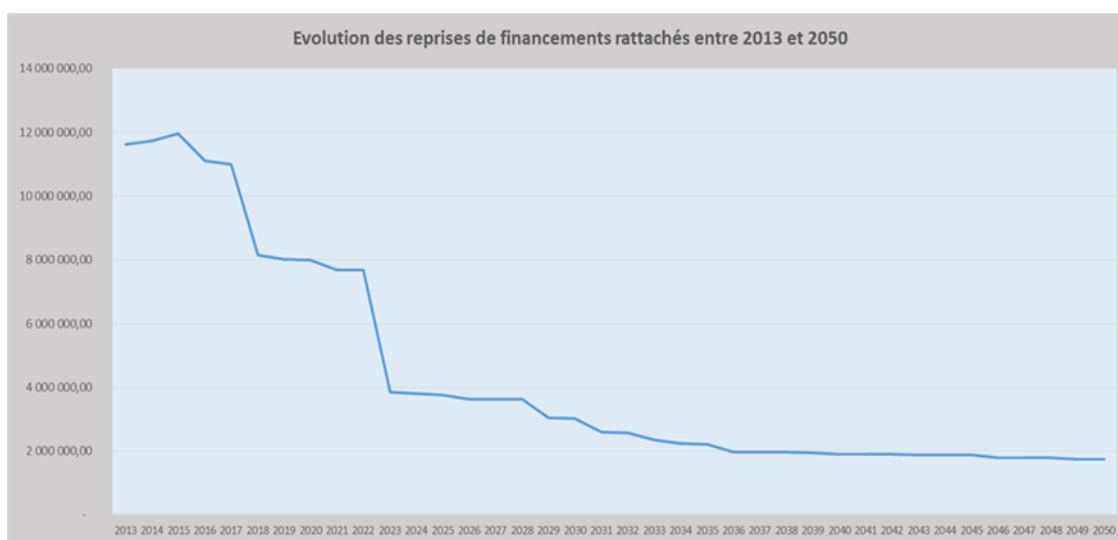
	2019	2020	variation en %	variation en €
Services aux navires	1 979 178	869 033	-56,1%	- 1 110 145
Services aux amodiataires	1 001 276	875 398	-12,6%	- 125 878
Service réparation navale	462 358	367 285	-20,6%	- 95 074
Autres services	119 815	245 560	104,9%	125 745
Total des services	3 562 628	2 357 276	-33,8%	- 1 205 352

b. Produits financiers.

Le GPMLM n'encaisse aucun produit financier vu l'absence de rémunération des comptes de dépôts de fonds au Trésor et l'obligation d'y placer l'ensemble de ses disponibilités (art. 197 Décret no 2012-1246 du 7 novembre 2012).

c. Produits calculés

Ils recouvrent les amortissements de subvention, les reprises de provision, et les recettes constatées en reprise des financements externes de l'actif (transferts de l'Etat à titre gratuit) Le montant de ces derniers est symétrique aux dotations aux amortissements. Le graphique ci-après en présente une projection. Le montant pour 2020 évolue peu : 7 970K€ en 2020 contre 7 994K€ en 2019



Le montant des **reprises de provision pour risques et charges et provisions environnementales** était exceptionnellement élevé en 2019 (4531K€), il s'établit à 848K€ en 2020, les principaux montants sont les suivants : 165K€ ont été repris sur la provision de 680K€ passée pour le démantèlement des navires Capag. Ils couvrent des dépenses de dépollution, remorquage et mise à l'abri des deux bateaux de pêche concernés. La provision de 489K€ constatée pour la réparation du quai hydrobase est intégralement reprise suite à la réception des travaux, tout comme celle de 179K€ pour un contentieux aujourd'hui éteint avec un salarié. En 2020 ces reprises sont dans l'ensemble supérieures aux dotations à hauteur de 477K€.

B. Charges

a. Charges de fonctionnement

Le délai global de paiement (DGP) calculé par l'application comptable GFI PEP s'était fortement amélioré en 2019 avec une moyenne de 15.43 jours contre 27.03 en 2018. Cette amélioration était liée à une amélioration des délais de constatation du service fait, mais aussi à des incohérences des dates de saisie, d'échéance et de règlement. En 2020, le DGP est de 18,30 jours et semble en partie fiabilisé. La plupart des DP payées au-delà de 60 jours correspondent à des litiges avec les fournisseurs.

ANNEE	<15 jours	16>29 jours	= 30 jours	31>45 jours	45>60 jours	>60 jours	TOTAL des DP
2 019	797	927	56	416	110	98	2 404
2 020	609	579	14	514	127	128	1 971

i. Achats de matières premières et stocks

Ce poste reste stable, la progression d'un exercice à l'autre est limitée à 49K€ (+3.1%) contre 111K€ (+6.9%) en 2019. Le total de 1609K€ est très proche de la moyenne sur 4 exercices : 1662K€ entre 2016 et 2019.

Cette stabilité comporte toutefois des variations contraires importantes, en effet, la diminution de la variation de stock (-11K€ en 2020 contre -170K€ en 2019) vient gommer la quasi-totalité des diminutions liées à la réduction d'activité : 138K€ pour l'électricité, les carburants et dérivés.

Il faut aussi noter que les dépenses d'eau augmentent fortement en raison de problèmes de facturation en cours de résolution par le service Transition énergétique nouvellement créé. Cette augmentation n'est pas cohérente avec la forte diminution des ventes d'eau.

Autre hausse notable, le compte « autres matière et fournitures » (+66K€, +1000%) qui regroupe les achats engendrés par les mesures sanitaires: gants, masques, gels, signalétique.

Citons enfin le poste « petit matériel et outillage », particulièrement sensible au volume des opérations de maintenance, après un bond de 51% (+107K€) en 2019, il diminue de 105K€ (-33%) en 2020.

ii. Autres achats et services extérieurs

Après une année exceptionnellement élevée en 2019, avec une augmentation de 2 644K€ en raison de l'exécution de travaux provisionnés (73% de l'augmentation), les autres achats et services extérieurs restent à un niveau élevé en 2020 toute en enregistrant une baisse de 1 227K€ pour un total de 5992K€. 670K€ correspondent à des travaux préalablement provisionnés : démantèlement des navires Capag, réparation du quai hydrobase et remise en état du carénage.

De façon générale ce poste de dépense connaît des variations en dents de scie (+2 644K€ en 2019, +262K€ en 2018, -591K€ en 2017) qui s'expliquent largement par la structure relativement modeste de l'établissement.

Certains postes connaissent une diminution très significative :

- Les gros travaux d'entretien et le poste démantèlement de navires enregistrent à eux seuls une baisse de 1 227K€ après une année 2019 exceptionnellement élevée. Les travaux sur hydrobase ont été achevés en 2020, et le démantèlement des Capag a commencé à travers une dépollution mais la majeure partie des travaux est reportée à 2021.
- D'autres baisses correspondent au coup d'arrêt du trafic de passagers :
 - o gardiennage (-22%, suite à une action de réduction de charge).
 - o balayage des terrepleins (-16%, pour la même raison)
 - o Publications et promotion commerciale (-96%)
- Les diminutions les plus importantes en valeur relative s'expliquent par la baisse d'activité et les confinements :
 - o locations de véhicules (-80%)
 - o entretien des véhicules (-30%)
 - o voyages du personnel (-84%)
 - o frais de mission du personnel (-90%)
 - o voyages des personnes extérieures (-100%)
 - o frais de mission des personnes extérieures (-100%)
 - o frais de congrès (-100%)
 - o frais de restaurants (-60%)
 - o formation continue (-56%)
 - o enlèvement des ordures (-26%)
- Il faut enfin noter la fin d'interventions d'entretien lourd
 - o sur les portiques à travers les locations de matériel (-73%).
 - o Sur les systèmes anti incendie (-64%)
 - o Sur les climatisations (-31%)

On constate à l'inverse quelques hausses notables :

- Les frais d'études sont multipliés par 10 avec une augmentation de 165K€ dont 106K€ correspondent à l'étude réalisée sur la corrosion des portiques.
- Les travaux d'entretien et aménagement des bâtiments augmentent de 136%, soit 147K€ répartis entre des réhabilitations de bureaux loués dans les hangars H3 et H4, et des bureaux administratifs (80K€).
- Les honoraires progressent de 91K€ pour couvrir les dépenses liées au projet stratégique.
- Les annonces et insertions progressent fortement en raison de la publication de nombreux marchés publics (+75%, soit 25K€)
- Notons enfin la vidéosurveillance qui apparait en 2020 pour 38K€ (125K€ en année pleine)

b. Impôts et taxes.

Ce poste augmente de 123K€ dont 73K€ d'augmentation de la **taxe foncière (TF)** : En 2019 le GPMLM s'est vu réclamer une TF de 108K€. En 2020 le GPM a comptabilisé 180K€ de TF, dont 146K€ au titre de 2020, et 34K€ au titre de 2015 et 2016.

Pour ce qui concerne **l'Impôt sur les sociétés**, les clarifications apportées par la Direction de la Législation fiscale en 2019 ont été complétées par un mail adressé par la DLF aux DRFIP, il précise que les reprises des financements externes de l'actif sont à assimiler à des subventions d'investissements qui ne sont pas taxables si elles ont été acquises avant l'entrée en fiscalité. Ces éléments :

- Viennent confirmer l'analyse du GPMLM sur la non fiscalisation des reprises financements rattachés. En effet, les transferts d'actifs par l'Etat sont tous intervenus avant l'entrée en fiscalité, les reprises correspondantes ne sont donc pas taxable.
- Débouchent sur un résultat fiscal déficitaire de 3 218K€, ce qui porte le déficit fiscal reportable cumulé sur 3 ans à 5 366K€. Il faut noter qu'à ce stade, le résultat fiscal du GIE VIGIESIP et la fraction non déductible des loyers versés sur les véhicules de tourisme n'ont pas été pris en compte, l'impact sur le résultat fiscal sera minime.

Suite à une réforme, la contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique pour 2020 sera liquidée et réclamée en mai 2021. Elle a été comptabilisée au montant acquitté en 2019.

c. Les dépenses de personnel.

Il s'agit du premier poste de dépense pour le port, il absorbe 45% du chiffre d'affaire contre 39% en 2019, ce dernier ayant considérablement baissé. Dans leur ensemble, les charges de personnel sont très stables avec une hausse limitée à 0.04%

Les salaires et traitements sont en légère hausse de 1.7% en 2020 (+135K€) après une baisse de 1.23% en 2019 (5,7% en 2018 et 7,2% en 2017). Les effectifs sont stables, la diminution des éléments variables de paye compense en partie les hausses liées aux accords nationaux et locaux. Les exonérations de charges sur l'activité partielles expliquent leur diminution de 3.25%.

d. Charges financières.

Elles sont en baisse et sont très faibles au regard de l'activité : 16.5K€ en 2018, 13.8K€ en 2019, 11K€ en 2020. Elles correspondent aux intérêts versés pour l'unique emprunt du GPMLM. Par conséquent le ratio dette nette/Caf est proche de 0.

e. Transferts de charges.

Ils sont très faibles en 2020 suite à un changement de paramétrage de l'application de paye, les indemnités journalières habituellement constatées sur ce compte de recette sont désormais comptabilisées au crédit du compte 641.

Les 13K€ enregistrés sur ce compte correspondent au remboursement de 2 sinistres.

f. Montant des honoraires des Commissaires aux comptes.

Le marché de Commissariat aux comptes a été remis en jeu et le Cabinet Mazars a remporté l'appel d'offre pour les 6 prochains exercices. Les honoraires sont passés de 21 054€ HT en 2018 à 23 080€ HT en 2019 et 2020.

V. Autres informations

A. Evènements postérieurs à la clôture.

Les effets de cette crise se prolongent en 2021 et la perspective d'un retour à la normale rapide s'éloigne avec l'apparition de variants du virus et l'ampleur des dégâts économiques déjà enregistrés. Les acteurs de la croisière et de l'inter-îles, déjà exsangues, pourraient disparaître, ou en tout cas ne plus être en mesure de répondre à la demande de leurs clients dans l'hypothèse où cette dernière se rétablirait.

Cette situation expose le GPMLM à un double enjeu : sa contribution au développement de l'économie touristique de l'île à travers la croisière, et son rôle dans la préservation de la continuité territoriale entre la Martinique et la Guadeloupe.

B. Engagements hors bilan.

Les avantages accordés en raison du départ à la retraite font l'objet d'une provision Indemnité de Fin de Carrière (IFC), et tous les litiges du GPM avec des tiers ont été provisionnés le cas échéant.

Le GPMLM avait constaté une turbidité anormale de l'eau à l'approche des bateaux de croisière accostant au terminal des tourelles. Des études bathymétriques ont été réalisées et sont satisfaisantes. Aucun dragage d'entretien ne s'avère nécessaire.

C. Effectifs

EFFECTIF PERMANENT - CDI		
Salariés titulaires d'un CDI, inscrits pendant toute l'année, à temps plein	ANNEE 2019	ANNEE 2020
CADRES	19	21
<i>Homme</i>	11	12
<i>Femme</i>	8	9
AGENTS DE MAITRISE	56	56
<i>Homme</i>	48	48
<i>Femme</i>	8	8
EMPLOYES - OUVRIERS	20	18
<i>Homme</i>	14	13
<i>Femme</i>	6	5
HORS ACCORD CCNU (OPA - OP - AC - PDENT)	11	12
<i>Homme</i>	11	12
<i>Femme</i>		
Effectif TOTAL CDI	106	107
<i>Homme</i>	84	85
<i>Femme</i>	22	22

D. Contrats à long terme

Néant : Les AOT et COT conclues par le GPM font peser sur les tiers les risques d'exécution, et les actifs financés reviennent au GPM en fin de contrat.

E. Contrats concourant à la réalisation d'un Service public

Néant : aucun bien objet de contrat n'a été apporté, acquis ou construit par un tiers pour la réalisation d'un service public.

F. Quotas d'émission de gaz

Non concerné, seuls les établissements publics dotés de + de 250 agents sont tenus d'évaluer leur bilan carbone.

Balance générale des comptes :

Numéro	Libellé	Soldes
101 000	Financements non ratt à actifs	- 3 053 910,00
104 121	Financement rattaché Etat-apport	- 261 781 932,29
104 122	Financement rattaché Etat- immo	- 16 071,90
104 130	Financement des autres actifs -	- 57 000,00
104 131	Financement - ETAT	- 6 845 460,71
104 920	Rep au résultat fin actif en propriété	79 904 043,67
104 921	Rep au résultat - apport	1 328 826,42
104 930	Rep résultat financement des autres	859 859,83
106 100	Réserve Légale	- 44 948 767,55
110 000	Report à nouveau (solde créditeur)	- 16 480 998,19
120 000	Résultat de l'exercice (bénéfice)	-
134 122	Financement rattaché Région-immo	- 3 770 005,98
134 162	Financement rattaché	- 7 048 985,95
134 920	Rep au rés financement rattaché à	537 050,37
134 960	Rep au rés finan ratt à des actifs-UE	1 156 879,59
151 100	Provisions pour litiges	- 257 820,00
151 800	Provisions pour risques:	- 1 088 246,00
153 100	Provisions pour indemnités de fin de	- 1 847 000,00
153 200	Provisions pour médailles du travail	- 112 000,00
155 000	Provisions pour impôts	- 200 000,00
158 100	Provisions pour remise en état	- 1 524 056,89
164 000	Emprunts auprès des établissements	- 175 572,49
164 100	Emprunts à moins d'1 an	- 73 184,89
165 000	Dépôts et cautionnements reçus	- 520 569,57
168 800	Intérêts courus sur emprunts	- 2 511,07
205 100	Logiciels	485 894,91
211 100	Terrains nus	7 113 628,53
211 200	Terrains aménagés	62 766 214,39
211 500	Terrains bâtis	21 492 377,30
213 100	Bâtiments	46 216 018,43
213 500	Installations générales, agencements	2 967 362,67
215 200	Outillages, matériels pour portiques	7 242 832,89
215 300	Installations à caractère spécifique	169 619 041,63
215 400	Matériel industriel	1 811 806,77
218 100	Installations générales, agenc,	22 154,92
218 200	Matériel de transport	681 855,26
218 300	Matériel de bureau et informatique	637 139,01
218 400	Mobilier	125 548,94
231 310	Constructions TOURELLES	349 603,93
231 320	Outillages PDG	463 095,51
231 321	Portiques, équipements électriques	415 632,77

231 322	Portiques, traitement corrosion	-
231 331	Constructions PDG NORD	790 041,27
231 332	Constructions PDG zone logistique	120 923,83
231 333	Constructions 4 ème PORTIQUE	84 750,00
231 340	Constructions appontement	-
231 350	Constructions et adaptations quai	1 969 901,24
231 360	Constructions et aménagements	1 249 928,49
231 370	Constructions- modernisations	-
231 390	Constructions Gare Inter-îles	199 450,15
231 391	Constructions Bassin de radoud	891 009,67
231 395	Travaux de rénovation des réseaux	80 073,36
231 397	Travaux de télésurveillance du	1 053 258,54
231 398	Travaux de mise à niveau	529,10
231 400	Constructions travaux divers	17 678,50
231 406	Village réparation navale &	13 200,00
266 000	Autre forme de participation	53 035,51
274 800	Autres prêts	224 134,83
275 100	Dépôts	7 300,00
275 110	Avances sur consommation	35 691,13
275 111	Autres dépôts	4 986,93
280 510	Amortissements des immobilisations	- 376 155,64
281 310	Amortissement Batiment simple	- 25 526 275,34
281 350	Agencement des agencements des	- 978 620,64
281 500	Amortissement installations	- 1 060 822,49
281 520	Amort matériels électriques	- 1 877 274,89
281 530	Amortissement installation à	- 60 668 893,02
281 800	Amortissement autres	- 302 035,66
281 810	Amortissement des agencemenst et	- 22 101,84
281 830	Amortissement matériel	- 395 264,22
281 840	Amortissement mobilier	- 68 505,46
371 000	Stock de marchandises	972 559,91
397 100	Dépréciation des stocks de	- 325 234,65
401 100	Fournisseurs -achats de biens et	- 499 566,56
401 200	Fournisseurs-ordres de reversement	371,09
404 100	Fournisseurs d'immobilisations	- 131 609,00
404 700	Fournisseurs d'immo - Retenue de	- 188 120,21
408 100	Fournisseurs factures non parvenues	- 315 541,23
408 400	Fournisseurs immos - factures non	- 257 246,04
409 100	Fournisseurs- avances,avoirs,remises	227 605,22
411 100	Clients- ventes de biens ou de	2 791 401,16
416 000	Clients douteux ou litigieux	1 983 422,80
421 000	Personnel-Rémunérations dues	- 1 418,23
422 100	Comité d'entreprise	2 118,61

425 100	Personnel-avances sur salaire	500,00
425 200	Personnel- acomptes sur salaire	19,32
427 000	Personnel-oppositions et cessions	- 2 305,09
427 008	Personnel chèques déjeuners	-
428 200	dettes provisionnées pour congés	- 2 558 158,11
428 600	Personnel autres charges à payer	-
431 000	Sécurité sociale	- 456 389,99
437 120	April Caraïbes	-
437 140	IRCOM	- 102 346,48
437 220	Pension Civile	-
437 400	Mutuelle GENERALI	3 265,44
437 450	Mutuelle MGPA	- 40 142,18
437 640	SOLIMUT	-
437 650	COLLECTEAM	-
437 720	Contribution exceptionnelle	9 007,34
437 802	Arial Assurance	-
437 806	Ircantec	-
437 809	Cotisations Ret sociale	-
438 200	Organismes sociaux/ch sur CONGES	- 1 239 867,97
438 600	Organismes sociaux- autres charges	- 79 267,00
438 700	Organismes sociaux-produit à	- 64 526,53
438 701	PREVOYANCE- IJ à recevoir	- 88 624,39
441 100	Etat-subvention d'investissement à	2 074 792,49
442 600	Prélèvement à la source	- 75 043,22
443 000	Opérations particulières avec l'Etat,	157 586,19
443 010	Etat droits de port	108 007,00
444 400	Etat-impôts s/les bénéfices	102 257,29
445 620	TVA déductible sur immobilisations	-
445 660	TVA déductible sur autres biens et	-
445 670	Crédit de TVA à reporter	316 915,00
445 700	TVA Collectée	-
445 830	Remboursement de TVA demandé	400 000,00
447 180	Autres impôts taxes et versements	- 300 400,00
447 200	Participation employeur formation	- 9 643,48
447 810	Participation employeur effort	- 31 636,92
448 200	Charges fiscales sur CP	- 86 977,38
467 300	Autres comptes débiteurs créditeurs	1 056,46
467 500	Autres comptes débit crédit CCIM	- 564,16
471 000	Recettes à classer	-
472 100	Dépenses payées avt	-

486 000	Charges constatées d'avance	285 716,77
491 000	Provision pour dépréciation clients	- 1 933 214,80
511 200	Chèques à encaisser	-
512 100	Banque BNP	-
515 000	Trésor	32 585 669,85
531 000	Caisse	3 235,34
603 700	Variation de stock marchandises	- 11 371,78
606 110	Electricité	917 752,75
606 120	Carburants et lubrifiants	17 114,96
606 170	Eau	289 110,86
606 310	Fournitures d'entretien	2 100,36
606 320	Petit matériel & outillage	214 698,56
606 325	Petit matériel électrique	3 725,12
606 400	Fournitures administratives	7 215,47
606 500	Vêtements de W	36 466,77
606 810	Fournitures informatiques	10 219,10
606 830	Autres matières et fournitures	72 788,97
608 000	Frais accessoires s/achat	49 494,40
611 030	Edition reprographie	13 132,17
612 200	Leasing photocopieur	12 535,51
612 210	Leasing véhicules	21 388,40
613 200	Location immobilière	56 505,60
613 500	Location matériel & outillage	15 999,15
613 510	Location matériel de transport	4 113,82
615 010	Gros travaux enrobés	165 219,24
615 030	Inspection et contrôle des ouvrages	80 772,25
615 040	Gros travaux divers entretien	860 258,04
615 210	Entretien espaces verts	24 192,58
615 220	Entretien & réparation bâtiments .	254 619,93
615 230	Entretien et aménagement bâtiments	9 159,57
615 240	Entretien réparation climatisation	-
615 250	Entretien installation protection	26 514,75
615 260	Travaux d'assainissement	18 801,48
615 270	Contrat maintenance électrique	6 088,29
615 510	Contrat entretien climatisation	92 781,27
615 520	Entretien démantèlement navires	193 730,00
615 530	Entretien moteurs	2 253,00
615 535	Entretien spreaders	77 016,00

615 540	Ent matériel & équipement	27 896,45
615 550	Ent travaux électricité	107 237,25
615 560	Entretien onduleurs	24 210,00
615 570	Entretien tapis bagage	1 584,00
615 590	Entretien ascenseurs	13 027,63
615 600	Ent vidéosurveillance	38 202,49
615 610	Entretien travaux plomberie	12 376,39
615 620	Entretien porte automatique	11 361,35
615 630	Entretien bascules	2 400,00
615 640	Entretien groupe électrogène	29 339,75
615 650	maintenace mat informatique	14 755,60
615 651	maint log informatique	91 147,06
615 660	ent mat bureau	5 364,56
615 662	Ent matériel de transport	29 186,60
615 663	Ent mat outil h/contrat	139 866,86
615 664	Ent portique RX	34 661,16
615 670	Entretien contrôle réglementaire	29 608,58
616 100	Assurance multirisque	265 628,89
616 300	Assurance véhicule	11 985,40
616 400	Assurance Risque exploitation (RC)	53 410,00
616 800	Autres assurances	5 632,88
617 000	Etudes et recherches	184 278,03
618 100	Documentation générale	40 889,81
618 500	frais de séminaire RH	452,38
621 100	Personnel intérimaire	32 997,58
622 400	Commissions s/DROIT DE PORT	334 371,00
622 610	Honoraires	540 107,61
622 620	Honoraires informatiques	85 672,29
622 700	Frais d'actes et de contentieux	7 122,16
623 100	Annonces et insertions	58 495,20
623 400	Cadeaux à la clientèle	360,08
623 720	Publications promotions	1 348,00
624 100	Transport divers	9 013,67
625 100	Voyages & déplacements personnel	6 262,95
625 600	Frais de mission personnel	3 199,07
625 700	Frais de réception	14 300,85
625 710	Frais de restaurants	1 788,77
626 000	Affranchissements	5 207,51
626 100	Frais P&T, téléphone	8 372,78
626 300	Frais P&T, STANDART PORT	9 454,26
626 400	Frais P&T, liaison informatique	28 310,32
626 500	Frais P&T, taxe radioélectrique	1 368,00

626 600	Frais P&T, Boatphone	495,04
626 700	Frais P&T, Mobiles	42 412,81
627 800	Frais bancaires	15,00
628 100	Concours divers	76 151,04
628 300	Formation continue	- 30 491,01
628 400	Frais de recrutement	350,00
628 500	Prestations extérieures de	1 146 375,02
628 600	Prestations extérieures de nettoyage	226 071,95
628 801	Prestations extérieures de	1 276,50
628 802	Prestations extérieures	46 724,36
628 803	Prestations extérieures de balayage	225 266,93
632 000	Charges fiscales s/CP	17 168,40
633 100	Taxe s/ transport	145 228,25
633 300	Formation continue	106 545,74
633 400	Participation effort construction	31 636,35
635 120	Taxe foncière	180 410,00
635 140	Taxe s/véhicule société	10 162,00
635 400	Droits d'enregistrement et de timbre	514,80
637 100	Contribution solidarité	12 468,00
637 300	Contribution FIPHFP (taxe	66 799,00
637 800	Taxes diverses	422,00
641 100	Salaires et traitements	5 613 701,61
641 200	Différentiel s/ Congés Payés	29 148,54
641 201	Provision s/CP	461 792,29
641 300	Primes et gratifications	1 175 954,48
641 400	Indemnités & avantages divers	520 004,66
641 500	Supplément familial	52 268,02
641 700	Avantages en nature	-
645 100	Cotisation à l'URSSAF	1 938 245,58
645 200	Cotisations aux Mutuelles	110 782,23
645 300	Cotisations aux Caisses de Retraite	744 245,48
645 311	Pension Civile	410 368,09
645 351	RAFP	5 510,00
645 352	Ircantec	16 142,91
645 400	Cotisations aux Caisses Assurance	283 606,67
645 500	Cotisation Régime Prévoyance	82 383,82
645 550	Charges sociales s/CP	197 345,25
647 201	C.E subvention fonctionnement	14 479,05
647 202	C.E subvention oeuvre sociale	180 984,28
647 500	Médecine du travail	10 925,00
647 810	Médaille du travail	62 299,16
648 100	Chèques déjeuner	101 402,01
648 800	Charge d'intéressement	4 600,00
653 000	Conseils et assemblées	8 039,79
657 000	Charges spécifiques	10 000,00
658 000	Charges diverses de gestion courante	20 370,77
661 100	Charges d'intérêts d'emprunt	11 054,12

681 110	Dotation amort immo	39 106,30
681 120	Dotation amort immo corporelles	10 721 562,93
681 500	Dotation provision d'exploitation	113 000,00
681 740	Dotation provision créance	407 740,90
684 000	Dotation provision réglementée	268 957,84
706 110	Droits de port navire	- 6 607 297,40
706 120	Droits de port Marchandises	- 9 141 439,02
706 130	Droits de port Passagers	- 469 792,66
706 140	Droits de port stationnement	- 16 268,00
706 210	recettes domaniales plan eau	- 19 606,35
706 220	Recettes doma Terrestre	- 15 949,49
706 221	Recettes domaterrestres Hangar	- 362 115,61
706 222	Recettes doma terrestres Tplein	- 2 637 174,07
706 223	recettes doma terre Locaux	- 26 885,64
706 224	Recettes doma terrestres Bureaux	- 359 653,90
706 225	recettes doma terrestres Terrains	- 65 020,49
706 231	Recettes doma Banales Tplein	- 11 923,08
706 233	recettes doma Banales parc vehicule	- 77 337,03
706 311	Outillage portique Fac EVP	- 2 454 231,72
706 312	Outillage portique Fac horaire	- 2 517 653,40
706 411	Service eau navire	- 127 191,41
706 412	Service eau amodiatraire	- 25 060,10
706 420	Service électricité	- 440 102,95
706 440	Service prises reefers	- 360 631,80
706 450	Service tél, informatique	- 14 370,62
706 460	Service gare maritime	- 138 926,00
706 461	Service redevance sûreté	- 230 561,31
706 462	Service redevance croisière	- 119 394,06
706 470	Service parking	- 35 232,59
706 480	Service appontement soumis TVA	- 8 010,79
706 481	Service appontement pétrolier exo	- 219 442,81
706 490	Service produits annexes EXO	- 367 284,72
708 300	Locations diverses croisière	- 25 506,87
708 800	Autres produits annexes	- 245 559,53
709 631	Remise panne outillage portique	3 480,00
709 632	Abattement transbo outill port	343 860,00
722 000	Production immobilisée	- 496 644,06
758 000	Produits divers de gestion	- 8,57
758 400	Contentieux	- 53 356,02
781 300	QP reprise financement rattaché à	- 8 540 358,51
781 500	Reprise sur provision d'exploitation	- 179 002,70
781 730	Reprise dépréciation stock	- 36 266,83
781 740	Reprise dépréciation créance	- 158 177,08
784 000	Reprise provision réglementée	- 669 931,39
791 000	Transfert de charges d'exploitation	- 13 028,46
890 000	Bilan d'ouverture	-

Partie 4 : TABLEAUX DU DECRET GBCP.

Sont présentés ci-après les tableaux issus du décret sur Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP)

Tableau 1.1 : Présentation des emplois (pour vote) données 2019

Tableau de présentation des emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Total organisme (= a + b)
Emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	0	114,16	114,16

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

0

Tableau 1.2 Tableau détaillé des emplois (pour information)

2 020	EMPLOYÉS		Agent de Maîtrise		CADRES	
	SALAIRE BRUT ANNUELS 2020	EFFECTIFS	SALAIRE BRUT ANNUELS 2021	EFFECTIFS	SALAIRE BRUT ANNUELS 2020	EFFECTIFS
Sous accord collectif						
CDI	712 148 €	17,33	3 585 107 €	54,08	1 591 025 €	20,18
CDD		-	31 916 €	0,67	157 081 €	2,72
Fonctionnaire détaché	63 457 €	1,50	204 089 €	3,84	197 117 €	2,00
Apprenti	24 893 €	1,00				
<i>Sous total</i>	<i>800 497 €</i>	<i>19,83</i>	<i>3 821 112 €</i>	<i>58,59</i>	<i>1 945 223 €</i>	<i>24,90</i>
Hors accord collectif						
CDI						
CDD						
Fonctionnaire détaché			403 892 €	8,00	530 882 €	4,00
Stagiaire	1 665 €	0,25				
<i>Sous total</i>	<i>1 665 €</i>	<i>0,25</i>	<i>403 892 €</i>	<i>8,00</i>	<i>530 882 €</i>	<i>4,00</i>
TOTAL	802 162 €	20,08	4 225 004 €	66,59	2 476 105 €	28,90

Tableaux 2 (pour vote):

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants exécutés 2019	Montants budget rectificatif voté le 01 10 2020	Montants exécutés 2020	PRODUITS	Montants exécutés 2019	Montants budget rectificatif voté le 01 10 2020	Montants exécutés 2020
Personnel	12 020 859	12 406 325	12 016 189	Subventions de l'Etat	255 957		
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	399 907	424 240	410 368	Fiscalité affectée			26 792 283
Fonctionnement autre que les charges de personnel	21 210 616	21 368 826	19 772 487	Autres subventions		226 874	
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	42 933 462	34 239 169	10 146 774
TOTAL DES CHARGES (1)	33 231 475	33 775 152	31 788 676	TOTAL DES PRODUITS (2)	43 189 419	34 466 043	36 939 057
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	9 957 944	690 892	5 150 381	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)			
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	43 189 419	34 466 043	36 939 057	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	43 189 419	34 466 043	36 939 057

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants exécutés 2019	Montants budget rectificatif voté le 01 10 2020	Montants exécutés 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	9 957 944	690 892	5 150 381
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	11 621 668	10 714 478	11 550 368
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	12 750 634	9 179 124	9 583 737
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs			
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	8 828 977	2 226 246	7 117 013

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants exécutés 2019	Montants budget rectificatif voté le 01 10 2020	Montants exécutés 2020	RESSOURCES	Montants exécutés 2019	Montants budget rectificatif voté le 01 10 2020	Montants exécutés 2020
Insuffisance d'autofinancement		0		Capacité d'autofinancement	8 828 977	2 226 246	7 117 013
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice	3 113 600	0					
Investissements	5 719 119	13 301 316	6 952 741	Financement de l'actif par l'Etat	789 887	790 000	9 000
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		1 000 000	
				Autres ressources			
Remboursement des dettes financières	67 652	70 364	29 049	Augmentation des dettes financières	121 287	0	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 900 371	13 371 680	6 981 790	TOTAL DES RESSOURCES (6)	9 740 151	4 016 246	7 126 013
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	839 780	0	144 223	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)		9 355 434	0

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants exécutés 2019	Montants budget rectificatif voté le 01 10 2020	Montants exécutés 2020
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	839 780	-9 355 434	144 223
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	126 312	-1 629 453	-1 849 112
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	713 468	-7 725 981	1 993 334
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	35 351 890	25 996 455	35 496 113
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	4 756 319	3 126 866	2 907 208
Niveau final de la TRESORERIE	30 595 571	22 869 589	32 588 905

Tableau 3.1 : Tableau des charges et des immobilisations décaissables par destination (pour information)

Budget	Charges / immobilisations de l'organisme				
	Personnel	Fonctionnement	Intervention (le cas échéant)	Investissement	TOTAL
Destination 1: Accès maritime et infrastructure portuaire	0,00	334 371,00	0,00	2 411 940,73	2 746 311,73
Destination 2: Accès terrestres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Destination 3: Gestion du Domaine portuaire	0,00	651 105,70	0,00	801 367,53	1 452 473,23
Destination 4: Domaine public naturel	0,00	193 730,00	0,00	0,00	193 730,00
Destination 5: Exploitation portuaire	0,00	1 694 053,90	0,00	3 492 114,18	5 186 168,08
Destination 6: fonctions supports	12 016 189,13	5 348 858,07	0,00	247 318,31	17 612 365,51
Total	12 016 189,13	8 222 118,67	0,00	6 952 740,75	27 191 048,55

Tableau 4 : Opérations pour compte de tiers (pour information)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1) BR 2020	Débit (c1) CF 2020	Crédit (c2) BR 2020	Crédit (c2) CF 2020	Explication
TVA	4456 et 4457	crédit de TVA	346 207		1 438 005	316 915	l'activité portuaire génère un crédit de TVA vu son programme d'investissement et l'exonération de certaines recettes.
TOTAL			346 207		1 438 005	316 915	

Tableau 5 : Plan de trésorerie (pour information).

	janvier	février	mars	avril	mai	juin
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	30 586 333,38	31 704 169,27	31 519 565,15	31 142 430,98	31 406 533,62	30 709 567,07
ENCAISSEMENTS						
Produits	2 695 262,60	1 994 120,16	1 937 267,51	2 522 319,40	1 432 763,19	1 992 063,71
Subventions de l'Etat	-	-	-	-	-	-
Ressources fiscales	-	-	-	-	-	-
Autres subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Autres ressources	2 695 262,60	1 994 120,16	1 937 267,51	2 522 319,40	1 432 763,19	1 992 063,71
Ressources	754 980,00	9 000,00	-	-	-	-
Financement de l'actif par l'État	754 980,00	9 000,00	-	-	-	-
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	-	-	-	-	-	-
Autres ressources	-	-	-	-	-	-
A. TOTAL	3 450 242,60	2 003 120,16	1 937 267,51	2 522 319,40	1 432 763,19	1 992 063,71
DECAISSEMENTS						
Charges	1 732 457,72	1 608 329,21	1 735 006,62	1 658 304,67	1 550 334,68	1 733 923,60
Personnel	996 067,37	871 938,86	998 616,27	921 914,32	813 944,33	997 533,25
Fonctionnement autre que les charges de personnel	736 390,35	736 390,35	736 390,35	736 390,35	736 390,35	736 390,35
Intervention (le cas échéant)	-	-	-	-	-	-
Emplois	599 948,99	579 395,06	579 395,06	599 912,08	579 395,06	579 395,06
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	579 395,06	579 395,06	579 395,06	579 395,06	579 395,06	579 395,06
Participations et immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts et autres dettes financières	20 553,93	-	-	20 517,02	-	-
B. TOTAL	2 332 406,72	2 187 724,28	2 314 401,69	2 258 216,76	2 129 729,75	2 313 318,67
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	1 117 835,89	- 184 604,12	- 377 134,18	264 102,65	- 696 966,56	- 321 254,95
SOLDE CUMULE (1) + (2)	31 704 169,27	31 519 565,15	31 142 430,98	31 406 533,62	30 709 567,07	30 388 312,11

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	30 388 312,11	31 229 073,01	30 794 997,36	31 345 187,35	31 595 770,47	32 110 584,97
ENCAISSEMENTS						
Produits	2 960 973,98	1 718 398,89	2 844 599,29	2 526 616,42	2 728 360,69	3 361 247,93
Subventions de l'Etat	-	-	-	-	-	-
Ressources fiscales	-	-	-	-	-	-
Autres subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Autres ressources	2 960 973,98	1 718 398,89	2 844 599,29	2 526 616,42	2 728 360,69	3 361 247,93
Ressources	-	-	-	-	-	-
Financement de l'actif par l'État	-	-	-	-	-	-
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	-	-	-	-	-	-
Autres ressources	-	-	-	-	-	-
A. TOTAL	2 960 973,98	1 718 398,89	2 844 599,29	2 526 616,42	2 728 360,69	3 361 247,93
DECAISSEMENTS						
Charges	1 520 302,92	1 573 079,47	1 715 014,24	1 676 095,82	1 634 151,13	2 306 767,98
Personnel	783 912,57	836 689,12	978 623,89	939 705,47	897 760,78	1 570 377,63
Fonctionnement autre que les charges de personnel	736 390,35	736 390,35	736 390,35	736 390,35	736 390,35	736 390,35
Intervention (le cas échéant)	-	-	-	-	-	-
Emplois	599 910,16	579 395,06	579 395,06	599 937,47	579 395,06	579 395,06
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	579 395,06	579 395,06	579 395,06	579 395,06	579 395,06	579 395,06
Participations et immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts et autres dettes financières	20 515,10	-	-	20 542,41	-	-
B. TOTAL	2 120 213,09	2 152 474,54	2 294 409,31	2 276 033,30	2 213 546,20	2 886 163,05
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	840 760,90	- 434 075,65	550 189,99	250 583,13	514 814,50	475 084,88
SOLDE CUMULE (1) + (2)	31 229 073,01	30 794 997,36	31 345 187,35	31 595 770,47	32 110 584,97	32 585 669,85

Tableau 6 : Opérations pluriannuelles – exécution (pour information)
6.1 : Exécution des immobilisations

TABLEAU 6: INVESTISSEMENTS								
Activités	Opérations	Montant d'opération	Exécuté antérieur à N (2020)	Budget rectificatif N (2020)	Exécuté N (2020)	Total exécuté	Budget N+1 (2021)	Solde à exécuter en N+2 et suivantes
		59 700 000,00	4 303 377,38	9 122 000,00	4 166 043,12	8 469 420,49	7 065 918,44	44 164 661,07
Conteneur et logistique	Modernisation Outillage	9 600 000,00	3 344 405,65	3 315 000,00	1 391 519,96	4 735 925,61	3 185 000,00	1 679 074,39
	PDG nord tranche fonctionnelle 1	6 500 000,00	-	800 000,00	1 930 081,69	1 930 081,69	1 980 000,00	2 589 918,31
	4ème portique	13 000 000,00	70 000,00	3 000 000,00	14 750,00	84 750,00	3 300 000,00	9 615 250,00
	PDG arrière-port volet 3	1 300 000,00	64 509,67	180 000,00	56 414,16	120 923,83	790 000,00	389 076,17
Croisière	Axe Ville-Port travaux terminal inter-îles	2 400 000,00	15 474,76	442 000,00	183 975,29	199 450,05	490 000,00	1 710 549,95
	Croisière Tourelles et Pointe Simon	10 000 000,00	181 861,00	240 000,00	162 346,38	344 207,38	1 375 000,00	8 280 792,62
Transition énergétique	Transition énergétique	11 400 000,00	-	100 000,00	-	-	348 200,00	11 051 800,00
Industrie	Bassin radoub	5 500 000,00	627 126,30	1 045 000,00	426 955,65	1 054 081,95	1 700 000,00	2 745 918,05

Tableau 6.2: Exécution des subventions :

Projets	montant de l'opération	montant éligible/retenu	Etat de la demande	subventions demandées			Taux de subvention demandé	Subventions comptabilisées en 2020		
				FEDER	ETAT	CTM		FEDER	ETAT	CTM
Sécurisation du bassin de Radoub, Modernisation du système de pompage et des réseaux humides du bassin de Radoub, et Modernisation des réseaux secs du GPMLM	7 030 000	6 680 000	Dépôt 14 12 2018	3 340 000			48%			
Modernisation outillage Volet 2	3 428 502	990 000	Dépôt 04 02 2020	445 500			45%			
Pointe des Grives, duc d'albe - 1ere tranche fonctionnelle de l'extension Pointe des Grives	2 556 539		Dépôt 23 12 2020	1 533 920			60%			
Démantèlement des 2 navires de pêche CAPAG	375 230		Dépôt 21 01 2021		130 000		35%			
						130 000	35%			
Acquisition d'un 4eme portique	13 000 000		Dépôt le 04 04 2020	5 850 000			45%			
Etudes conditions nautiques / Croisière durable	299 100		Dépôt 10 12 2020	179 460			60%			
Rénovation éclairage terminal Pointe des Grives	550 000		Dépôt 15 12 2020, convention du 14 01 2021			74 890	14%			
Modernisation des réseaux humides de l'Hydrobase et réparation de pieux	2 488 065 €		Dépôt le 15 09 2020 Plénière CTM du 01 12 2021	1 119 629		124 403	50%			

CONCLUSION

Compte tenu des éléments qui lui ont été présentés, il est proposé au Conseil de Surveillance de voter le compte financier 2020.

SOUS RESERVE : Vu la crise sanitaire actuelle et en application de l'instruction commune de la direction générale des finances publiques et de la direction du budget n°2017-02-2778 du 24 février 2017, il sera procédé à un vote par voie électronique.

Synthèse des éléments financiers :

- ↪ Montant des charges de l'exercice : 31 788 676€
- ↪ Montant des produits de l'exercice : 36 939 057€
- ↪ Montant du résultat comptable : 5 150 381€
- ↪ Montant du Fonds de roulement : 35 496 113€
- ↪ Montant de la trésorerie : 32 588 905€

Il est proposé au conseil de surveillance d'affecter le résultat 2020 au compte 1061 « Réserve légale ».

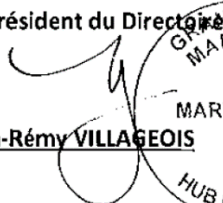
CERTIFICATIONS


Visa du compte financier de l'exercice 2020,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable public, notamment les articles 24, 32 et 212, le compte financier, établi par l'agent comptable, soumis au visa de l'ordonnateur, comprend les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret du 7 novembre 2012 susvisé : bilan, compte de résultat et annexe ;

Je certifie que ce compte financier retrace les comptabilités dont j'ai la charge et les ordres transmis à l'agent comptable en application des articles 24 et 32 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Fait à Fort de France, le 22 mars 2021

Le Président du Directoire

Jean-Rémy VILLAGEOIS



Affirmation de l'agent comptable :

Vu le décret 2012-12-46 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique, l'agent comptable soussigné affirme véritable et sincère, sous les peines de droit, le présent compte financier qui comprend bilan, compte de résultat et annexe.

Il affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'établissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

L'agent comptable
Romain Corne




Adopté par le Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de la Martinique lors de la séance du 30 MARS 2021.

Le Président du Conseil de Surveillance

M. Philippe Jock